



**RAPPORT
FINANCIER
ANNUEL**

2022

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CASINOS S.A.

SOMMAIRE

★ DÉCLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL	1
★ RESPONSABLE DU CONTRÔLE DES COMPTES	2
★ INFORMATION CONCERNANT L'ÉMETTEUR	3
★ LE RAPPORT UNIQUE DE GESTION SUR LES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2022	4

1. FAITS MARQUANTS	5
2. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS	6
3. FILIALES ET PARTICIPATIONS	13
4. RISQUES	14
5. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES	20
6. CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE L.225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE ET AUTRES CONVENTIONS	26
7. DÉPENSES SOMPTUABLES ET CHARGES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT	27
8. CONSÉQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITÉ DU GROUPE	28
9. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	37

★ ANNEXES	48
-----------	----



DÉCLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL



J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 28/02/2023

Dominique Gortari
Président Directeur Général



RESPONSABLE DU CONTRÔLE DES COMPTES

Les commissaires aux comptes de la société sont :

La SA JPA 7 rue Galilée 75116 Paris nommée par décision de l'Assemblée Générale du 6 juin 2018

La SARL AUDITEM 4 rue Plumet 75015 Paris nommée par décision de l'Assemblée Générale du 25 juin 2019



INFORMATION CONCERNANT L'ÉMETTEUR

Le capital de la SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS est détenu à hauteur de 81,21% par la SAS CASIGRANGI.

La SAS CASIGRANGI, filiale du GROUPE PHILIPPE GINESTET est la holding du Groupe de Casinos connu sous la dénomination « Stelsia Casino » qui détient les sociétés exploitant notamment les casinos de GRANVILLE, MEGEVE et MIMIZAN.

CASIGRANGI a acquis le 21 décembre 2020, 79,37% du capital et des droits de vote de la SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS.

CASIGRANGI a initié une offre publique d'achat au prix de 1,70 € l'action, entre les 29 avril et 12 mai 2021, et a acquis 179.384 actions.



LE RAPPORT UNIQUE DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2022

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2022, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

1.1. CRISE SANITAIRE ET IMPACT DU COVID 19

L'impact sur l'activité des mesures sanitaires liées au COVID-19 a perduré sur le premier semestre 2021-2022.

- 15 octobre 2021 : remise en question de la gratuité des tests antigéniques et PCR ;
- 29 novembre 2021 : réduction de la validité des tests antigéniques et PCR de 72h à 24h ;
- 15 décembre 2021 : rappel vaccinal obligatoire pour les plus de 65 ans ;
- 15 janvier 2022 : rappel vaccinal obligatoire pour les plus de 18 ans ;
- 24 janvier 2022 au 13 mars : pass vaccinal.

Cela s'est principalement traduit par un recul de fréquentation d'environ 16% sur l'ensemble des établissements du Groupe par rapport au premier semestre 2018-2019 (dernier exercice de référence hors crise sanitaire).

Malgré cela, nos établissements ont su être attractifs sur le second semestre puisque le recul de fréquentation en fin d'exercice n'est plus que de 5% par rapport à l'exercice 2018-2019.

Par conséquent, nous considérons que la crise sanitaire liée au Covid-19 et la période actuelle de sortie de l'état d'urgence sanitaire n'ont plus aujourd'hui d'incidence significative, ni dans le fonctionnement du Groupe, ni dans la réalisation opérationnelle de ses activités.

Sur le plan financier, le Groupe n'est plus à ce jour, fragilisé par les contraintes liées aux mesures légales et réglementaires prises pour lutter contre cette crise.

1.2. RENOUVELLEMENT DE LA DSP DE CHATEL CASINO

En date du 1er Novembre 2021, la Délégation de Service Public du Casino de Châtel-Guyon a été renouvelée pour une durée de 10 années.

1.3. PAIEMENT DE LA 6ÈME ÉCHÉANCE DU PLAN D'APUREMENT DU CASINO DE COLLIOURE

En date du 31 mai 2022, la société CECPAS Casino de Collioure a honoré la 6ème échéance de son plan d'apurement d'un montant de 95 K€.

1.4. DIMINUTION DE CAPITAL DU CASINO DE GRUISSAN

En date du 22 Juin 2022, l'associé unique de la société Casino de Gruissan a décidé de réduire le capital social de 1.200.000€ pour le ramener de 1.240.000 € à 40.000 € par voie de remboursement d'une somme de 30 € par action.

2.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

2.1. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

2.1.1. Examen des comptes de bilan

EN K€	31.10.2022	31.10.2021
Actifs immobilisés	17.798	14.815
Créances	1.207	1.034
Trésorerie	775	166
Autre actif circulant	4	4
Capitaux propres	13.162	8.540
Provisions pour risques et charges	1.440	1.559
Emprunt "PGE"	1.840	2.005
Autres dettes financières	1.929	2.389
Dettes fournisseurs	136	117
Dettes fiscales et sociales	90	114
Autres dettes	1.165	1.294
Total du bilan à la clôture	19.762	16.018

ACTIFS IMMOBILISÉS :

Suite aux tests de dépréciation sur titres réalisés au 31/10/2022, nous avons procédé à une reprise de provision de, respectivement, 5.783K€ et 715K€ sur les titres des Casinos de Gruissan et de Port-la-Nouvelle, ainsi qu'à une dépréciation complémentaire de titres du Casino de Châtel-Guyon à hauteur de 2.475K€.

TRÉSORERIE :

Diminution du capital social du Casino de Gruissan de 1.200K€ (cf 1.Faits marquants).

2.1.2. Examen du chiffre d'affaires et des résultats

EN K€	31.10.2022	31.10.2021
Production vendue de services	51	243
Chiffre d'affaires net	51	243
Autres achats et charges externes	(280)	(514)
Impôts et taxes	(3)	(10)
Salaires et traitements	0	(262)
Cotisations sociales et avantages sociaux	0	(119)
Dotations aux amortissements, provisions et transferts de charges	15	21
Autres charges	(1)	(13)
Résultat d'exploitation	(219)	(654)
Résultat financier	4.688	5.752
Résultat exceptionnel	(110)	135
Résultat de l'exercice	4.622	5.309

LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION, est négatif à hauteur de (219) K€ contre un résultat négatif de (654) K€ pour l'exercice précédent, principalement du fait de la réorganisation des fonctions supports du Groupe impactant, en année pleine, les charges salariales sur cet exercice.

LE RÉSULTAT FINANCIER est positif à hauteur de 4.688K€, contre 5.752K€ au 31 octobre 2021, du fait des reprises de provisions sur titres des Casinos de Gruissan et de Port-la-Nouvelle.

LE RÉSULTAT EXCEPTIONNEL est négatif à hauteur de (110) K€, contre un résultat positif de 135K€ au 31 octobre 2021, du fait de la liquidation de la SA 200% POKER.

LE RESULTAT NET de l'exercice clos le 31 octobre 2022 représente un bénéfice de 4.622K€ contre un bénéfice de 5.309K€ au 31 octobre 2021.

2.1.3. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 4 622 188.69€ que nous vous proposons d'affecter pour :

- 45.749,90€ en réserve légale portant ainsi son solde à 446.712,90€
- 4.576.438,79€ au compte "report à nouveau" qui devient ainsi positif à hauteur de 869.248€

2.1.4. Rappel des dividendes antérieurement distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes, au titre des trois exercices précédents.

2.1.5. Tableau des résultats

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R.225-102 du Code de Commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices.

2.1.6. Informations sur les délais de paiement

Conformément aux dispositions des articles L 441-6-1 et D 441-4 du Code de commerce, vous trouverez ci-joint, un tableau récapitulatif du solde des dettes à l'égard des fournisseurs, décomposé par dates d'échéance :

EN K€	31.10.2022	31.10.2021
Solde des dettes à l'égard des fournisseurs	28	30
Décomposition selon les dates d'échéances :		
Dettes à échoir entre 0 et 30 jours	24	33
Dettes à échoir entre 30 et 60 jours		
Dettes à échoir à plus de 60 jours		
Dettes échues	4	-3

2.1.7. Endettement financier net

La situation financière de la Société au 31 octobre 2022 fait ressortir un taux d'endettement de 23% (2.934K€ / 13.162K€) par rapport aux capitaux propres versus 50% (4.230K€ / 8.540K€) sur l'exercice précédent.

L'endettement financier net est calculé comme suit :

- Prêt Garantie par l'Etat à hauteur de 1.840K€
- Autres dettes financières : 1.929K€
- Duquel est déduit le montant des disponibilités de 775K€.

2.2. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU GROUPE

2.2.1. Examen des comptes de bilan

EN K€	31.10.2022	31.10.2021
Goodwill	8.613	8.613
Actifs non courants	14.230	14.462
Autres actifs non courants	5.617	5.849
Créances et stocks	120	164
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.417	4.863
Autres actifs circulant	1.202	1.665
Actifs courants	6.738	6.692
Actifs non courants et groupes d'actifs à céder	0	0
Capitaux propres	10.074	8.264
Passifs non courants	4.626	6.052
Emprunts, dettes financières et passifs échelonnés	3.034	3.237
Dettes fournisseurs	830	908
Dettes fiscales et sociales	2.062	2.325
Autres Passifs courants	342	368
Passifs courants	6.269	6.838
Passifs inclus dans des groupes destinés à la vente		
Total du bilan à la clôture	20.968	21.154

- Renforcement des capitaux propres du Groupe
- Désendettement du Groupe à travers l'apurement progressif du PGE et du plan de redressement du Casino de Collioure
- Maintien des CAPEX
- Amélioration de la trésorerie

2.2.2. Examen du chiffre d'affaires et des résultats

EN K€	31.10.2022	31.10.2021
Chiffre d'affaires brut	21.153	9.514
Prélèvements	(7.894)	(3.049)
Chiffre d'affaires net	13.259	6.465
Produit des activités ordinaires	13.416	7.659
Achats consommés	(679)	(282)
Charges externes	(4.571)	(2.902)
Charges de personnel	(5.078)	(2.786)
Impôts et taxes	(428)	(210)
Dotations et provisions	(1.405)	(2.004)
Autres charges et produits opérationnels courants	199	(3)
Résultat opérationnel courant	1.454	(528)
Autres charges (nettes de produits) opérationnelles non courantes	320	86
Résultat opérationnel	1.774	(442)
Coût de l'endettement financier net	(68)	(58)
Résultat financier	(44)	(140)
Résultat net de la période	1.707	(664)

LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT, est positif à hauteur de 1.454K€, contre (528)K€ pour l'exercice précédent, du fait des performances opérationnelles des Casinos de Gruissan et de Collioure dans un contexte de sortie de crise sanitaire.

Après comptabilisation des produits et charges opérationnels non courants LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL est positif à hauteur de 1.774K€, contre un résultat négatif de (442) K€ au 31 octobre 2021.

LE RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE est positif à hauteur de 1.707K€ contre un résultat négatif de (664) K€, au 31 octobre 2021.

2.2.3. Endettement financier net du Groupe

Au 31 octobre 2022, l'endettement financier net consolidé s'élève à 1.930K€ et les capitaux propres consolidés s'élèvent à 10.074 K€.

Analyse de l'endettement financier net (en K€)	31.10.2022
A. Trésorerie	5.417
B. Equivalents de trésorerie	-
C. Titres de placement	-
D. Liquidités (A) + (B) + (C)	5.417
E. Créances financières à court terme	-
F. Dettes bancaires à court terme	40
G. Part à moins d'1 an des dettes à moyen et long termes	934
H. Autres dettes financières à court terme ⁽¹⁾	2.061
I. Dettes financières courantes à court terme (F) + (G) + (H)⁽¹⁾	3.034
J. Endettement financier net à court terme (I) - (E) - (D)	(2.383)
K. Emprunts bancaires à plus d'1 an ⁽²⁾	3.218
L. Obligations émises	-
M. Autres emprunts à plus d'1 an ⁽¹⁾	1.095
N. Endettement financier net à moyen et long termes (K) + (L) + (M)	4.312
O. Endettement financier net (J) + (N)⁽¹⁾	1.930

(1) Les passifs actualisés du Casino de COLLIOURE dans le cadre de son Plan de Continuation ont été comptabilisés sur la ligne H pour la partie à moins d'un an et sur la ligne M pour la partie à plus d'un an.

(1) La créance de compte courant de la société FRAMELIRIS a été positionnée sur la ligne H

(2) Un crédit a été consenti par la Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes dans le cadre du Prêt Garanti de l'État (PGE) le 05.06.2020 à la Société Française de Casinos d'un montant initial de 2.000K€. Ce prêt est composé d'une durée de 5 ans avec une première échéance de remboursement en capital la deuxième année avec un TEG de 1.41%.

2.3. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

2.3.1 Crise économique

L'économie française a connu, à l'image de ce que connaissent les autres pays du globe depuis début 2021, une hausse significative et continue du prix notamment des matières premières, des produits manufacturés et des sources d'énergie comme le carburant ou encore l'électricité. Les effets de l'inflation en particulier au niveau des sources d'énergie, ont déjà un impact sur la société depuis plusieurs mois, et auront nécessairement des impacts sur la société à l'avenir.

2.3.2. Renouvellement de la DSP du Casino de Port-La-Nouvelle

En date du 1er novembre 2022, l'autorisation d'exploiter les jeux a été renouvelée sur le Casino de Port-la-Nouvelle jusqu'au 31 octobre 2042.

2.4. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Au vu des éléments suscités au 2.3.1, l'exercice en cours risque donc de voir l'impact de ces envolées de prix s'accroître, en fonction d'aléas que nous ne sommes pas en mesure d'apprécier aujourd'hui, ni en termes d'occurrence ni en valeur. Hormis ces effets, le Groupe compte poursuivre le renforcement de son attractivité (investissements) afin de maintenir la croissance de ses activités tout en conservant une structure financière saine.

2.5. ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Ni la Société, ni le Groupe, étant donné son activité d'établissement de jeux de casinos ne sont concernés par l'activité de recherche et de développement.

3.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

3.1. ACTIVITÉ DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé au bilan.

	SECTEUR D'ACTIVITÉ	SIÈGE	RCS	Pourcentage d'intérêt et de contrôle	
				31.10.2022	31.10.2021
SOCIÉTÉ MÈRE					
Société Française de casinos	Jeux	Paris	393 010 467	Société consolidante	
SOCIÉTÉS FILIALES					
Casino de Gruissan	Casinos	Gruissan	305 322 042	100,00%	100,00%
Châtel Casino	Casinos	Châtel-Guyon	391 605 987	100,00%	100,00%
Société du Casino de Port-La-Nouvelle	Casinos	Port-La-Nouvelle	407 654 094	100,00%	100,00%
CECPAS Casino de Collioure	Casinos	Collioure	382 014 645	100,00%	100,00%
200% Poker	Autres	Paris	522 208 933	société liquidée	68,46%
Société des Eaux Minérales et des Etablissements Thermaux de Châtel-Guyon	Autres	Châtel-Guyon	395 780 380	94,00%	94,00%
Compagnie Thermale de Châtel-Guyon	Autres	Châtel-Guyon	395 780 364	94,00%	94,00%

3.2. PRISES DE PARTICIPATION OU PRISES DE CONTRÔLE

Néant

3.3. PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL

Au 31 octobre 2022, la société n'a pas de personnel salarié actionnaire.

3.4. RACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

Au cours de l'exercice, SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CASINOS n'a pas acquis ni vendu d'action.

4.1. RISQUES LIÉS À L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL

Le Groupe évolue principalement sur le marché des casinos, jeux de tables et leurs activités périphériques.

Ce marché est dépendant d'un certain nombre de facteurs, dont les changements comportementaux liés aux évolutions économiques et socioculturelles.

Le Groupe est également sensible aux déplacements saisonniers, aux aléas climatiques et à la conjoncture touristique, et économique.

Enfin, dans un contexte de pandémie, les établissements du Groupe ont été soumis aux fermetures réglementaires et aux conditions sanitaires d'autorisation de réouverture.

4.2. RISQUES CONCURRENTIELS

Le Groupe subit la concurrence d'autres sociétés/Groupes dont certains peuvent disposer de ressources financières, humaines et technologiques supérieures aux siennes.

Celle-ci est active et se compose d'offres nationales proposant des jeux d'argent et de hasard (telles que la Française des Jeux et les courses hippiques), d'offres de destination (telles que Monaco et Las Vegas) et, d'offres locales (casinos proches).

Ainsi, le Groupe considère que le Casino de Gruissan est en concurrence avec les casinos de Valras-Plage (Groupe Tranchant), situé dans l'Hérault, et de Port la Nouvelle (exploité par le Groupe) et, dans une moindre mesure, avec les casinos d'Alet-les-Bains (Groupe Omnium) et du Cap d'Agde (FFR).

Le Groupe considère que le Casino de Châtel Guyon est en concurrence avec le casino de Royat (Groupe Partouche) et, dans une moindre mesure, avec ceux de Nérès-les Bains (Groupe Tranchant) et Vichy (Groupe Partouche).

Le Groupe considère que le Casino de Port-la-Nouvelle est en concurrence avec le casino de Port Leucate (Groupe Circus) et le casino de Gruissan (exploité par le Groupe).

Le Groupe considère que le casino de Collioure est en concurrence avec les casinos d'Argelès (Groupe Joa), du Boulou (Groupe Joa), de Canet Plage (Groupe Joa), d'Amélie-les-Bains (indépendant) et de Saint Cyprien (Groupe Joa).

Enfin, le Groupe peut subir à l'avenir la concurrence des nouvelles technologies en matière de jeux, tels que l'ont été le Poker et les paris hippiques/sportifs en ligne. L'impact de cette concurrence potentielle est pour le moment difficilement quantifiable.

Un accroissement de ces différentes formes de concurrence pourrait avoir à terme un effet défavorable sur la fréquentation des casinos du Groupe.

4.3. RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS DU GROUPE

4.3.1. Risque lié au marché des actions de la Société

En raison de la faible proportion de flottant, le marché des actions de la Société n'a aujourd'hui pas d'impact significatif sur le prix des actions.

4.3.2. Risques liés aux contrats de délégation du service public d'exploitation de casinos et des autorisations de jeux (casinos)

Le Groupe exploite ses casinos dans un environnement très réglementé.

À l'issue d'un appel d'offre initié par la commune d'implantation en application des articles L.1410-2, L.1410-3, L.1411-1 & du Code général des collectivités territoriales, l'implantation d'un casino fait l'objet d'une convention de délégation de service public d'une durée maximale de 20 ans entre la commune et la société exploitant le casino aboutissant à la signature d'un cahier des charges.

L'exploitant du casino doit également obtenir une autorisation d'exploitation de jeux délivrée par le ministre de l'Intérieur après avis consultatif de la Commission Supérieure des Jeux sur remise d'un dossier contenant notamment une enquête approfondie.

L'autorisation de jeux prend la forme d'un arrêté qui fixe le nombre de machines à sous et de jeux de table (roulette, boule, black jack, etc.) que le casino peut exploiter.

L'autorisation est d'une durée maximale de cinq années et elle est assortie de mesures de surveillance et de contrôle.

Le tableau ci-dessous présente, pour les casinos exploités par le Groupe, les dates de fin de la délégation et de renouvellement de l'autorisation de jeux.

Société	Commune	Jeux exploités	Date de fin de contrat	Date de renouvellement de l'autorisation des jeux
Casino de Gruissan	Gruissan	106 Machines à Sous et Jeux de Table	29.02.2032	28.02.2024
Société du Casino de Port-la-Nouvelle	Port-la-Nouvelle	46 Machines à Sous et Jeux de Table	23.11.2022	31.10.2022
Châtel Casino	Châtel-Guyon	75 Machines à Sous et Jeux de Table	31.10.2031	31.10.2026
Casino de Collioure	Collioure	72 Machines à Sous et Jeux de Table	05.05.2023	05.05.2023

Les casinos exploités par le Groupe sont donc soumis à l'aléa de non-renouvellement à l'échéance de ces délégations et autorisations, même si jusqu'à ce jour les renouvellements ont été accordés.

Les cahiers des charges relatifs aux délégations de service public dans le cadre desquels le Groupe exploite les casinos ne peuvent être modifiés que par voie d'avenants négociés avec la commune, en sa qualité de délégant. Étant donné les évolutions économiques, financières ou techniques auxquelles le Groupe pourrait être amené à faire face et les adaptations rapides qu'elles pourraient exiger, les spécificités liées au régime des délégations de service public sont susceptibles d'entraver sa faculté à s'adapter ou à adapter son exploitation, ce qui pourrait affecter négativement ses résultats.

De plus, en vertu des règles applicables aux contrats administratifs, les communes disposent à tout moment d'une faculté de résiliation unilatérale des délégations de service public pour motif d'intérêt général, sous le contrôle du juge. En cas d'exercice de la faculté de résiliation, le Groupe aura droit à une indemnité également sous le contrôle du juge.

Enfin, les communes, en leur qualité de délégant, pourraient également prononcer la déchéance de la délégation de même que le ministre de l'Intérieur pourrait ne pas renouveler les autorisations de jeux dans certains cas, notamment à la suite d'un manquement grave par le Groupe à ses obligations légales ou contractuelles et plus particulièrement au cahier des charges des contrats de délégation de service public.

4.4. RISQUES LIÉS AUX PARTIES PRENANTES

Le Groupe ne se trouve pas dans une situation de dépendance technique ou commerciale à l'égard de sociétés extérieures, notamment de fournisseurs, sous-traitants ou clients.

4.5. RISQUES LIÉS AUX LITIGES

À la connaissance de la Société, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et du Groupe.

Le montant des provisions pour litiges au 31 octobre 2022 s'élève à 6K€. Ces provisions, concernent essentiellement des litiges prud'homaux.

4.6. RISQUES LIÉS AUX ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

Comme dans tout secteur d'activité fortement réglementé, des modifications de réglementation applicables soit aux casinos, soit aux établissements recevant du public, au titre notamment des celle relatives à la sécurité des personnes, au maniement d'espèces et à la sécurité des convoyeurs de fonds, pourraient entraîner des dépenses supplémentaires pour le Groupe et en affecter négativement les résultats. Par exemple, l'application de la loi Evin relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme depuis le 1er janvier 2008, dans les casinos du Groupe, son établissement hôtelier et ses restaurants, a eu à ce jour des conséquences financières défavorables, liées à la baisse de la fréquentation.

Il en est de même pour les contrôles d'identité à l'entrée des casinos, devenus obligatoires depuis la fin de l'année 2006.

L'activité des casinos est notamment soumise à une fiscalité importante assise sur le « produit brut des jeux » (défini comme le volume d'affaires des jeux hors droits d'entrée et recettes diverses [vestiaires, etc.]) auquel sont appliqués des abattements légaux.

Les casinos peuvent sous certaines conditions bénéficier d'un abattement supplémentaire de 5% maximum au titre des manifestations artistiques de qualité et/ou un abattement supplémentaire de 5% au regard d'investissements hôteliers et thermaux.

Cette fiscalité est constituée de prélèvements au profit de l'Etat et de la commune d'exploitation, de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et de la contribution sociale généralisée (CGS). Au titre de la période du 1er novembre 2021 au 31 octobre 2022, ces prélèvements ont représenté au total 7.894K€ contre 3.049K€ au titre de l'exercice précédent.

Une modification substantielle de ces prélèvements tout comme la création d'impôts, de taxes ou de redevances spécifiques aux casinos, pourraient affecter négativement les résultats du Groupe.

Notons par ailleurs, que l'activité machines à sous des casinos est soumise à une obligation de redistribution minimum de 85% des mises des clients.

4.7. RISQUES INDUSTRIELS LIÉS À L'ENVIRONNEMENT

Les risques liés à l'environnement du fait des opérations du Groupe portent sur les éléments suivants : réserves de gaz installées dans ou à proximité des établissements hôteliers, pollution des sols par les eaux usées ou par une rupture de canalisations, pollution sanitaire des réseaux d'eau chaude et risques d'incendie.

L'administration et les équipes de direction et technique du Groupe effectuent des contrôles ayant pour objectif de prévenir ces risques.

Le Groupe estime que les risques industriels liés à l'environnement ne sont pas significatifs.

Les risques les plus fréquents sont couverts par les polices d'assurances multirisques industrielles et hôtelleries souscrites par le Groupe.

Il n'existe pas de provision spécifique couvrant les risques environnementaux.

4.8. RISQUES LIÉS AUX ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

4.8.1. Risque de taux

Le Groupe ne pratique pas d'opérations de couverture du risque de taux.

De ce fait, l'exposition au risque de taux d'intérêt pour le Groupe provient essentiellement de son endettement financier, lequel est majoritairement à taux fixe ou à 0%.

La synthèse des dettes financières en matière de taux et de privilèges est la suivante :

	31.10.2022	31.10.2021
Taux fixe	4.191	4.797
Taux variable	1.969	2.632
Taux 0% (dont passif plan de continuation)	1.187	1.342
	7.347	8.501
Faisant l'objet de garanties (cautions, réserves de propriété)	-	-
Faisant l'objet d'hypothèques et de nantissemements		
Sans garanties ni nantissement	7.347	8.501
	7.347	8.501

Au 31 octobre 2022, une variation à la hausse de 1% des taux applicables à la part du montant de l'endettement financier du Groupe soumis à taux variable aurait un impact faible sur le résultat financier consolidé du Groupe.

Cet impact est marginal par rapport à la taille de la Société et ne constitue pas un facteur de risque majeur susceptible d'être signalé.

4.8.2. Risque de change

La totalité des revenus du Groupe sont libellés dans sa devise d'opération.

Les charges d'exploitation du Groupe sont essentiellement libellées dans la devise des revenus du Groupe et le recours à des fournisseurs étrangers pour lesquels les charges d'exploitation seraient libellées dans d'autres devises n'est pas significatif. Par conséquent, l'utilisation d'instruments de couverture de change n'est pas justifiée ni employée. Il n'existe pas de position ouverte de change susceptible de dégager un risque significatif.

4.8.3. Risque actions

La Société ne détient pas d'action propre ni de portefeuille OPCVM actions.

4.8.4. Risque de crédit

Le Groupe a provisionné des créances impayées pour leur totalité, correspondant aux risques qu'elle a vis-à-vis d'un tiers. De ce fait, elle n'encourt pas de risque financier.

4.8.5. Risque de liquidité - sûretés d'emprunt

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

4.9. GESTION ET COUVERTURE DES RISQUES

4.9.1. Gestion des risques

La méthode de provisionnement et de comptabilisation des litiges est conforme aux règles comptables en vigueur.

4.9.2. Assurances

Le Groupe a souscrit des polices d'assurance afin de couvrir les principaux risques susceptibles d'être assurés liés à son activité, sous réserve des franchises ou exclusions usuelles imposées par le marché.

4.9.2.1. Assurances couvrant les risques liés à l'exploitation des activités des casinos, de l'hôtellerie-restauration

Le Groupe a souscrit des assurances multirisques industrielles et hôtelières pour l'activité de ses établissements.

La Société a également souscrit des assurances responsabilité civile, défense pénale et recours, biens confiés et dommages, missions et flotte.

5.

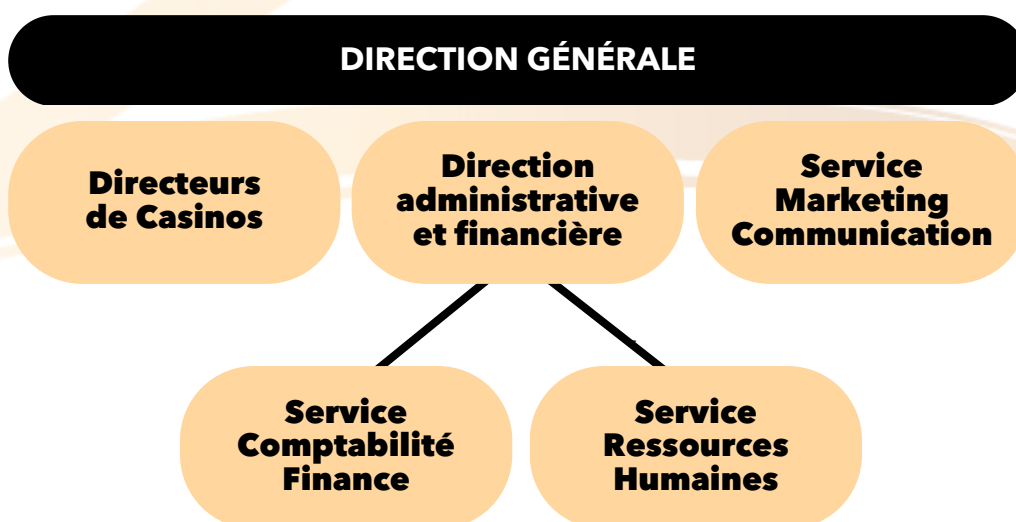
PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

La Société a mis au point des procédures de contrôle interne en vue de se donner en permanence et dans la mesure du possible, l'assurance raisonnable que :

- les opérations réalisées sont sécurisées, optimisées et permettent ainsi à la Société d'atteindre ses objectifs de performance, de rentabilité et de protection de son patrimoine ;
- les informations comptables et financières sont fiables ;
- les lois, les réglementations et les directives des équipes dirigeantes sont respectées.

Cependant, comme tout système de contrôle, celui-ci ne peut cependant fournir une garantie absolue que les risques présentés sont totalement éliminés.

L'organisation générale se présente comme suit :



D'autre part, la Société dispose de mandats sociaux dans l'ensemble de ses filiales, et est Présidente de toutes les sociétés exploitant un casino.

5.1. L'ACTIVITÉ CASINOTIÈRE

5.1.1. Principes et acteurs du contrôle interne

Outre les éléments réglementaires précités, la réglementation stipule qu'un casino doit être géré et contrôlé par un comité de direction composé d'un directeur responsable et de plusieurs membres.

Par conséquent, le Groupe est organisé de sorte que les filiales soient des structures décentralisées qui reposent sur la responsabilité des directeurs responsables.

Ce choix a pour corollaire un contrôle rigoureux des opérations, qui couvre l'ensemble des processus et l'ensemble des filiales.

5.1.1.1. La réglementation

En s'appuyant au maximum sur les réglementations des jeux et en respectant les processus proposés ou imposés par les organismes de tutelle des casinos, le contrôle est assuré avec un degré de garantie important.

Un contrôle régulier est réalisé par le Représentant local de la Police des Jeux, qui vise un livre d'observation permettant un auto-suivi. Celui-ci est renforcé par les contrôles des services de la Sous-direction des Courses et Jeux qui ont lieu dans chaque établissement en moyenne tous les deux ans.

Par ailleurs, afin de répondre aux directives gouvernementales dans le cadre de la Lutte Anti-Blanchiment, le Groupe Société Française de Casinos a, depuis la prise de contrôle par CASIGRANGI, mis à jour et harmonisé ses procédures de la façon suivante :

- Formation de chacun des salariés dans les 90 jours suivant leurs prises de fonctions ;
- Dispensation de rappels annuels de formation en fonction du poste occupé et actualisé selon l'évolution réglementaire ;
- Evaluation de la bonne assimilation desdites formations/rappels ;
- Production d'attestations de formation initiale et de rappels puis mise à disposition de ces documents aux autorités compétentes ;
- Etablissement, dans chacun des Casinos, d'une cartographie des risques qui lui sont propres ;
- Rédaction d'un registre des procédures répondant à ces risques ;
- Centralisation par le Groupe d'un reporting de la reconnaissance des flux financiers ;
- Mise à disposition auprès des autorités compétentes d'un registre permettant d'identifier les clients ayant échangé plus de 2 000 € en caisse (liquide, carte bleu, chèque) ;

Enfin, en ce qui concerne les activités « hors-jeu » (restauration, hôtellerie, spectacles, ...), des contrôles périodiques sont également effectués, notamment par les autorités sanitaires et celles en charge du respect de la concurrence et de la répression des fraudes.

5.2. LES SERVICES ADMINISTRATIFS

5.2.1. Élaboration et traitement de l'information comptable et financière

Le service comptabilité / finance a les objectifs suivants :

- Garantir que les états financiers sociaux et consolidés sont établis en respect des normes et des règlements applicables et qu'ils donnent une image sincère de l'activité et de la situation de la Société et du Groupe ;
- Assurer la mise à disposition des informations financières sous une forme et dans des délais en permettant une utilisation efficace ;
- Définir et contrôler l'application des procédures de sécurité financière en respect du principe de séparation des tâches entre les ordonnateurs et les payeurs.

L'activité comptable du Groupe est assurée par ce même service qui est en charge de :

- La production des informations comptables, l'élaboration des états financiers consolidés avec l'aide d'un expert-comptable intervenant sur l'ensemble des sociétés du Groupe ;
- la définition, avec l'aide d'un conseil fiscal, de la stratégie fiscale ;
- la coordination, avec les Commissaires aux Comptes, et la mise à disposition des informations utiles à l'exécution de leurs diligences.

5.2.1.1. Production comptable

La fonction comptable et financière de la Société est assurée par une équipe composée d'un Responsable Administratif et Financier encadrant plusieurs comptables.

Les opérations de saisie comptable, gestion des immobilisations, déclarations fiscales, etc... sont réalisées sous la revue régulière du responsable financier, d'un expert-comptable puis le contrôle des Commissaires aux Comptes et, le cas échéant, en collaboration avec des avocats.

Le groupe a centralisé l'ensemble de ces outils de gestion.

Cette centralisation permet :

- l'optimisation des moyens de production et de contrôle au sein de ses exploitations,
- une économie d'échelle substantielle,
- la concentration de l'expertise métier au service de l'exploitation.

Cette centralisation et ces trois étapes de contrôle permettent d'avoir un fort niveau de garantie quant au respect des principes et normes comptables.

5.2.1.2. Reporting

Le budget

Il s'agit d'un outil de pilotage permettant d'analyser la performance des établissements dans les domaines commerciaux, humains et financiers. Les prévisions commerciales ainsi que la majorité des prévisions de dépenses sont établies par les directions d'exploitation des filiales avec le responsable financier. Seules certaines dépenses considérées comme nécessitant une certaine technicité financière sont modélisées par le service administratif et comptable sur la base des dépenses de l'exercice précédent et des événements raisonnablement déterminables avant d'être validées avec le responsable de chaque service.

La Direction Générale, avec la Direction Financière, valident l'ensemble du budget qui devient alors l'outil de référence pour le suivi des résultats à venir.

Le budget est ensuite diffusé, pour la partie qui lui est propre, sur chaque entité d'exploitation concernée.

Ce budget, une fois validé par la Direction Générale Groupe, est confronté chaque mois à la réalité des exploitations à travers un reporting détaillé.

Les écarts entre la prévision initiale et les résultats sont analysés et commentés.

Les reporting

Pour chaque entité d'exploitation, il est établi, par le service finance, chaque mois deux reporting. L'un concernant la partie chiffre d'affaires, l'autre reprenant un compte de résultat jusqu' à l'Excédent Brut d'Exploitation. Ces deux reporting sont analysés par rapport au budget et aux exercices n-1 et n-2.

Le responsable administratif et financier s'assure chaque mois que les données arrivées en comptabilité sont complètes et correctement renseignées.

Une projection en fin d'exercice est réactualisée en fonction d'éléments nouveaux survenus en cours de période et non encore enregistrés en comptabilité. L'ensemble de l'information financière et comptable est vérifié semestriellement par les experts comptables puis les Commissaires aux Comptes.

5.2.1.3. Autres procédures du contrôle et de communication de l'information financière

Constataction du chiffre d'affaires

Le service comptabilité constate mensuellement, le chiffre d'affaires cumulé du Groupe.

La comptabilisation de celui-ci se fait après validation du Slot Manager Groupe.

Constataction des charges et autres écritures

Ces éléments sont constatés journalièrement après validation des pièces par les directions responsables de chaque établissement.

Procédures d'arrêté des comptes

Chaque arrêté des comptes sociaux ou consolidés, tant annuels que semestriels, fait l'objet d'une présentation par le service comptabilité à la Direction Générale, ainsi que d'une analyse des postes d'inventaire. La constatation des provisions fait suite à une analyse précise des risques par étude auprès des services opérationnels et/ou fonctionnels concernés, du service juridique et, le cas échéant, de conseils externes.

Procédures d'élaboration des comptes consolidés

La consolidation des comptes est réalisée par l'expert-comptable en collaboration avec le Responsable Administratif et Financier sur la base des informations des comptes sociaux préalablement contrôlées par le Responsable administratif et financier, l'expert-comptable et auditées par les Commissaires aux Comptes.

Un suivi permanent sur l'évolution du référentiel de consolidation est effectué en interne et/ par le cabinet d'expertise comptable afin d'anticiper l'impact éventuel sur les comptes consolidés.

En finalité, les états financiers consolidés sont audités par les Commissaires aux Comptes de la société mère.

Les relations avec les Commissaires aux Comptes sont organisées comme suit :

- une réunion préalable à l'arrêté des comptes permet de convenir du calendrier et de l'organisation pour valider les grandes options comptables ;
- une réunion de synthèse, après l'arrêté, à laquelle participent le Président Directeur Général, permet de recueillir les remarques éventuelles des Commissaires aux Comptes sur les comptes provisoires de toutes les sociétés du Groupe et les comptes consolidés.

Les comptes sont ensuite présentés au Comité d'Audit et au Conseil d'Administration en vue de leur arrêté.

Communication financière

Le Président Directeur Général est le principal intervenant dans la communication des informations financières au Marché.

L'agence de communication du Groupe est également habilitée à communiquer des informations financières.

Pour assurer la communication financière, sont à disposition les états financiers et comptables de l'ensemble des entités du Groupe, les documents émanant du service comptable, le cas échéant les rapports des filiales et de SFC, les Documents de Référence, les rapports d'activité, les communiqués de presse financiers.

Ces documents sont validés par les différents services et conseils concernés : juridique, ressources humaines, comptabilité, puis l'ensemble est validé par la Direction Générale. Enfin, le Rapport Annuel est déposé auprès des services de l'AMF.

Toutes ces informations sont disponibles gratuitement à première demande. Pour diffuser cette information financière, les moyens utilisés sont Internet, le courrier électronique, le téléphone et le courrier postal.

L'information financière est également diffusée par voie d'avis financiers publiés dans un quotidien économique de diffusion nationale et de communiqués de presse également mis en ligne sur le site Internet de l'AMF et de la Société.

5.2.2. Le contrôle administratif et juridique

Le contrôle administratif est assuré en interne par le Responsable Administratif et Financier.

Le contrôle juridique est assuré par des services externes : des avocats et conseils extérieurs sous le contrôle régulier des Commissaires aux Comptes.

5.2.2.1. En matière opérationnelle

Les risques identifiés sont analysés par le service administratif avec, le cas échéant, l'assistance de conseils externes.

Une procédure de validation systématique des projets de contrats par des avocats a été mise en place.

Des conseils extérieurs assurent une veille législative et réglementaire et centralisent :

- la gestion des litiges commerciaux et sociaux, ainsi que l'administration du personnel ;
- le traitement des questions liées à la propriété intellectuelle, aux baux, au droit des sociétés et au droit boursier ;
- si nécessaire les relations avec les instances représentatives du personnel, en qualité d'assistant de l'employeur.

5.2.2.2. En matière d'assurances

Le contrôle est effectué au niveau du service administratif qui centralise la mise en œuvre et la gestion des couvertures.

Compte tenu de l'évolution des structures et des niveaux d'activité, un contrôle annuel de l'adéquation de la couverture de la Société est effectué avec le courtier d'assurance afin d'effectuer, le cas échéant, des révisions des polices en cours.

6.

CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE L.225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE ET AUTRES CONVENTIONS

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les conventions entrant dans le champ d'application de l'article L.225-38 du Code de commerce conclues au cours de l'exercice écoulé.

Les Commissaires aux Comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrit dans leur rapport spécial.

7.

DÉPENSES SOMPTUAIRES ET CHARGES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'Article 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent en charge aucune somme correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement au regard de l'Article 39-4 du même Code.

Conformément aux dispositions de la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives (dite Loi Warsmann) et de son décret d'application du 24 avril 2012, nous vous rendons compte des dispositions d'ordre social et environnemental de l'activité du Groupe SFC, ainsi que de ses engagements sociétaux en faveur du développement durable et en faveur de la lutte contre les discriminations et de la promotion des diversités.

INFORMATIONS SOCIALES

8.1. EMPLOI

8.1.1. Effectif total et répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique

ZONE GÉOGRAPHIQUE	RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRÉNÉES		RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES		TOTAL	
	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES
Âge \ Sexe						
Inférieur à 30 ans	10	13	7	3	17	16
Entre 31 et 40 ans	21	9	3	6	24	15
Entre 41 et 50 ans	13	10	3	6	16	16
Entre 51 et 60 ans	11	9	6	3	17	15
Supérieur à 60 ans	3	2	0	0	3	2
TOTAL	58	43	19	21	77	64

8.1.2. Embauches et licenciements

• EFFECTIFS DU GROUPE

EFFECTIF INSCRIT	CONTRATS À DURÉE INDÉTERMINÉE	CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE	TOTAL
31 octobre 2022	133	8	141
31 octobre 2021	119	8	127
31 octobre 2020	130	9	139
31 octobre 2019	136	11	147
31 octobre 2018	167	2	169

- EMBAUCHES RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2021-2022

CONTRATS À DURÉE INDÉTERMINÉE	CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE	TOTAL
45	40	85

- LICENCIEMENTS RÉALISÉS, PAR MOTIFS

	31 OCT. 2022	31 OCT. 2021	31 OCT. 2020	31 OCT. 2019
Inaptitude physique	0	1	3	0
Economique	0	0	0	0
Autres	3	10	10	48
TOTAL	3	11	13	48

8.1.3. Heures travaillées par la main d'œuvre extérieure à la Société (recours au travail temporaire)

31 OCT. 2022	31 OCT. 2021	31 OCT. 2020	31 OCT. 2019
5 320	2 580	470	560

8.1.4. Evolution des rémunérations

RÉMUNÉRATIONS MENSUELLES MOYENNES PAR CATEGORIES	31 OCT. 2022	31 OCT. 2021	31 OCT. 2020	31 OCT. 2019
Employés	1 841	1 770	1 761	1 740
Agents de maîtrise	2 584	2 300	2 300	2 300
Cadres	3 368	3 192	3 100	3 109

ÉVOLUTION MOYENNE DES AUGMENTATIONS	1er NOV. 2022	1er NOV. 2021	1er NOV. 2020	1er NOV. 2019
Employés	4%	0%	1%	1,6%
Agents de maîtrise	12%	0%	0%	1,6%
Cadres	5%	2,9%	0%	1,6%

8.2. ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL ET ABSENTÉISME

Le Groupe distingue trois grandes catégories de travailleurs à temps plein :

- Les employés, agents de maîtrises et cadres dont le temps de travail est géré par mois conclu en heures. Leur horaire hebdomadaire est de 35 heures
- Les cadres dits « autonomes » au forfait jours (217 jours)
- Les agents de maîtrises et les cadres, dont le temps de travail est géré par mois conclu en heures sauf pour le cadre dirigeant.

QUOTITÉ DE TEMPS DE TRAVAIL	NOMBRE DE SALARIÉS
Inférieur à 30%	0
De 30% à 49%	0
De 50% à 75%	2
De 76% à 99%	2

Le siège social n'emploie plus de salarié depuis fin avril 2021.

Pour l'ensemble des Casinos :

L'absentéisme revêt différentes causes, certaines étant prévisibles, mais la majorité d'entre elles étant subies. Nous avons eu recours à des CDD de remplacement et à des entreprises de travail temporaire sur certains sites pour lesquels le recrutement direct est difficile (confère les postes de la restauration).

8.3. RELATIONS SOCIALES ET ACCORDS COLLECTIFS

8.3.1. Organisation du dialogue social

Les procédures d'information du personnel du Groupe se font par :

- L'organisation de comité de direction et de réunion de service
- L'écoute active du personnel
- L'intermédiaire des délégués du personnel avec rédaction de procès-verbaux de réunion
- La mise en place de panneaux d'affichage
- La rédaction de notes de service et d'information
- Les entretiens individuels

8.4. SANTÉ ET SÉCURITÉ

8.4.1. Conditions de santé et de sécurité au travail

Pour l'ensemble du Groupe, un Document Unique évaluation des risques est mis à jour chaque année.

Le travail de nuit est indispensable pour l'exploitation des casinos du Groupe. Celui-ci mène une réflexion permanente pour améliorer les conditions de travail nocturne pour en limiter ou en supprimer les conséquences les plus néfastes.

8.4.2. Accidents du travail (fréquences et gravités) et maladies professionnelles

MALADIES PROFESSIONNELLES

31 octobre 2022	31 octobre 2021	31 octobre 2020	31 octobre 2019	31 octobre 2018
0	0	0	0	0

ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT

31 octobre 2022	31 octobre 2021	31 octobre 2020	31 octobre 2019	31 octobre 2017
0	0	2	5	0

TAUX DE FRÉQUENCE

31 octobre 2022	31 octobre 2021	31 octobre 2020	31 octobre 2019	31 octobre 2017
NA	NA	NA	NA	NA

TAUX DE GRAVITÉ

31 octobre 2022	31 octobre 2021	31 octobre 2020	31 octobre 2019	31 octobre 2018
NA	NA	NA	NA	NA

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

8.7. POLITIQUE GÉNÉRALE EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE

8.7.1. Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales (et le cas échéant démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement)

Afin de prendre en compte les questions environnementales, le Groupe a mis en place plusieurs dispositions :

- Réduction de consommation d'eau
- Recyclage des cartouches d'encre
- Ampoules basses consommations et LED
- Bonnes pratiques en termes de consommations électriques
- Réduction nuisance sonore (concerts)
- Information du personnel sur la gestion des déchets
- Réduction des consommables (papier, encre, ...)
- Recyclage des huiles usagées.

8.7.2. Actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement

Le Groupe s'engage :

- Au tri-sélectif
- À récupérer les huiles usagées

8.7.3. Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions

Néant

8.7.4. Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement

Néant

8.8. POLLUTION ET GESTION DES DÉCHETS

8.8.1. Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement

Néant

8.8.2. Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets

L'ensemble des casinos du Groupe dispose de poubelles de tri-sélectif.

8.8.3. Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité

Afin de prendre en compte les nuisances sonores et de toutes autres formes de pollution, le Groupe a mis en place :

- L'utilisation des sonomètres
- Les études d'impact en relation avec les Préfectures
- Les limiteurs de bruit

8.9. UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES

8.9.1. Consommation d'eau et approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales

Néant

8.9.2. Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation

En matière de restauration, le Groupe, optimise l'utilisation des emballages. La gestion des stocks et des déchets alimentaires est rigoureuse.

En matière de fournitures administratives, le Groupe limite l'usage de papier et privilège des impressions en noir et blanc.

8.9.3. Consommation d'énergie, mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et recours aux énergies renouvelables

Afin de contrôler sa consommation d'énergie, le Groupe a mis en place :

- L'équipement progressif des éclairages par LED
- De nouvelles technologies liées aux chauffages et à la climatisation qui améliorent le rendement et réduise la consommation d'énergie

8.9.4. Utilisation des sols

Néant

8.10. CHANGEMENT CLIMATIQUE

8.10.1. Rejets de gaz à effet de serre

Néant

8.10.2. Adaptation aux conséquences du changement climatique

Néant

8.11. PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

8.11.1. Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité

Néant

INFORMATIONS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

8.12. IMPACT TERRITORIAL, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

8.12.1. En matière d'emploi et de développement régional

Le Groupe :

- Privilégie les fournisseurs locaux

8.12.2. Sur les populations riveraines ou locales

Néant

8.13. RELATIONS ENTRETENUES AVEC LES PERSONNES OU LES ORGANISATIONS INTÉRESSÉES PAR L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

8.13.1. Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations

- Echanges et dialogue avec les associations locales

8.13.2. Actions de partenariat ou de mécénat

Le Groupe privilégie :

- Les actions de mécénat avec les associations locales
- Le sponsoring d'associations locales
- La participation à la vie de la commune
- Les partenariats avec les Gendarmerie et les Pompiers

8.14. SOUS-TRAITANCE ET FOURNISSEURS

8.14.1. Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux

- Privilégie les fournisseurs locaux ou régionaux

8.14.2. Importance de la sous-traitance et prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité social et environnementale

Néant

8.15. LOYAUTÉ DES PRATIQUES

8.15.1. Actions engagées pour prévenir la corruption

Le Groupe effectue une sensibilisation systématique aux procédures TRACFIN (cf. chapitre 5.1)

8.15.2. Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs

Les casinos du Groupe mettent à la disposition de leur clientèle des informations relatives aux dangers du jeu.

Le contrôle de l'identité des personnes à l'entrée des casinos permet d'éviter que les joueurs sous le coup d'une interdiction de jouer puissent accéder aux casinos.

8.15. AUTRES ACTIONS ENGAGÉES EN FAVEUR DES DROITS DE L'HOMME

Néant

En application de l'article L225-37 du Code de commerce tel que modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2017, le présent rapport a été élaboré en tenant compte de travaux du Conseil d'administration et du Comité d'audit.

Le présent rapport a été approuvé par le Conseil d'administration du 06/02/2023 il rend notamment compte des travaux du conseil d'administration et détaille notamment les éléments de rémunération du Président Directeur Général.

9.1. LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX (ART. L.225-102-1 AL. 4 DU CODE DE COMMERCE)

Monsieur Dominique GORTARI, Président Directeur Général, nommé par décision du conseil d'administration du 21 décembre 2020, Administrateur coopté par le Conseil d'Administration du 21 décembre 2020. Cette cooptation a été ratifiée par l'Assemblée Générale du 21 juin 2021 son mandat vient à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 octobre 2022. Il détient 1 action.

Fonctions exercées dans d'autres sociétés à la date d'arrêté des comptes :

NOM DES SOCIÉTÉS	FONCTION
SA Société des Eaux Minérales et des Etablissements Thermaux de Châtelguyon - SEMCG	Président Directeur Général et Administrateur
SAS Chatel Casino	Représentant de SFC (Président)
SAS Société du Casino de Gruissan	Représentant de SFC (Président)
SAS Société du Casino de Port-la-Nouvelle	Représentant de SFC (Président)
SAS CECPAS Casino de Collioure	Représentant de SFC (Président Administrateur)
SARL Compagnie Thermale	Gérant
SAS Société Nouvelle du Casino Club de Granville	Représentant de CASIGRANGI (Président)
EURL Hôtel des Bains	Gérant
SAS CASIGIMI	Représentant de CASIGRANGI (Président)
SAS CASIMEGI	Représentant de CASIGRANGI (Président)
SAS CASIGRANGI	Représentant de DOFA (Président)
SARL DOFA	Gérant
EURL TXOGOR	Gérant
SCI CHAMAQUE	Associé
SAS ODOL	Représentant de DOFA (Président)
SCI MFDA	Gérant

Autres fonctions exercées par Monsieur Dominique GORTARI dans d'autres sociétés au cours de l'exercice :

Chaque administrateur en fonction est en règle au regard des dispositions relatives au cumul des mandats et les vérifications nécessaires sont effectuées périodiquement.

Madame BELLINO, Administratrice cooptée par le Conseil d'Administration du 20 décembre 2020. Cette cooptation a été ratifiée par l'Assemblée Générale du 21 juin 2021 son mandat vient à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 octobre 2021. Elle détient 1 action.

Fonctions exercées dans d'autres sociétés à la date d'arrêté des comptes :

NOM DES SOCIÉTÉS	FONCTION
EURL GILA DEVELOPPEMENT	Gérante
EURL MIPA	Gérante
SA GILA	PDG
SA GINESTET INVESTISSEMENTS SERVICES	PDG
SARL CHÂTEAU DE SAINT SYLVESTRE	Gérante
SAS GICA	PDG
SAS GLV	PDG
SAS MARKETLUCK	Gérante
SAS SFC	Administrateur
SCI BAT VARENNES	Gérante
SCI BRET-MIRVILLE	Gérante
SCI CHÂTEAU LALANDE	Gérante
SCI GIMI AUTUN	Gérante
SCI GIMI BOUFFERE	Gérante
SCI GIMI DOMERAT	Gérante
SCI GIMI FONTENAY	Gérante
SCI GIMI GAL VIERZON	Gérante
SCI GIMI LA GUYARDIERE	Gérante
SCI GIMI PERRIGNY	Gérante
SCI GIMI SAINTES	Gérante
SCI GIMI VARENNES VAUZELLES	Gérante
SCI GIMI VIERZON	Gérante
SCI MAG RIOM (IMMOROL)	Gérante
SCI POULFANC 4	Gérante
SARL AGVEHICULES	Gérante

Autres fonctions exercées par Madame BELLINO Isabelle dans d'autres sociétés au cours de l'exercice :

Chaque administrateur en fonction est en règle au regard des dispositions relatives au cumul des mandats et les vérifications nécessaires sont effectuées périodiquement.

Madame Julie HUMBERT Administratrice cooptée par le Conseil d'Administration du 20 décembre 2020. Cette cooptation a été ratifiée par l'Assemblée Générale du 21 juin 2021 son mandat vient à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 octobre 2022. Elle détient 1 actions.

Fonctions exercées dans d'autres sociétés à la date d'arrêté des comptes :

NOM DES SOCIÉTÉS	FONCTION
Néant	Néant

Autres fonctions exercées par Madame HUMBERT Julie dans d'autres sociétés au cours de l'exercice :

Chaque administrateur en fonction est en règle au regard des dispositions relatives au cumul des mandats et les vérifications nécessaires sont effectuées périodiquement.

Monsieur Frantz TAITTINGER, Administrateur nommé par l'Assemblée Générale du 21 juin 2021. Son mandat vient à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 octobre 2023. Au 31 octobre 2022, il détient 1 action.

Fonctions exercées dans d'autres sociétés à la date d'arrêté des comptes :

NOM DES SOCIÉTÉS	FONCTION
SAS PARIS HOTEL SAINT GERMAIN BERNARDINS	Directeur général
SASU HOTEL SQUARE MONGE BERNARDINS	Directeur Général
SAS PARIS HOTEL ASSET MANAGEMENT	Directeur Général délégué
DFT CONSEIL ET INVESTISSEMENT	Directeur Général
SCI PARIS MOLOSMES	Gérant
SCI PIXERICOURT	Gérant
SCI MONTPARNASSE 132	Gérant
SCI MAG IMMOBILIER	Gérant

Autres fonctions exercées par Monsieur TAITTINGER Frantz dans d'autres sociétés au cours de l'exercice :

Chaque administrateur en fonction est en règle au regard des dispositions relatives au cumul des mandats et les vérifications nécessaires sont effectuées périodiquement.

Monsieur Luc LEBORGNE, Administrateur nommé par l'Assemblée Générale du 21 juin 2021. Son mandat vient à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 octobre 2023.

Monsieur Luc LEBORGNE, détient 1 action au 31 octobre 2022.

Fonctions exercées dans d'autres sociétés à la date d'arrêt des comptes :

NOM DES SOCIÉTÉS	FONCTION
A3LP SAS (418662755)	Président
VIKINGS SAS (343123667)	Directeur Général Délégué
VIKINGS CASINOS SAS (423573401)	Directeur Général
SECB SA (433081429)	Administrateur - Directeur Général Délégué
Société d'Exploitation du Casino de Bourbon l'Archambault SAS (412973711)	Directeur Général
Société d'Exploitation du Casino de Bourbon Lancy SAS (4400516490)	Directeur Général
Société d'Exploitation du Casino de Castera Verduzan (423712223)	Directeur Général
Société d'Exploitation du Casino d'Houlgate SAS (326941465)	Directeur Général
Société d'Exploitation du Casino de Bussang SAS (478915374)	Directeur Général
SA du Casino de VITTEL (825650229)	Administrateur - PCA
Société d'Exploitation du Casino de Fort Mahon Plage SAS (523229565)	Directeur Général
Société d'Exploitation du Casino de Sanary sur Mer SAS (524125036)	Directeur Général Délégué
Société d'Exploitation du Casino de Fréjus SAS (533913497)	Directeur Général
SAS CASINO DES ATLANTES (423573401)	Directeur Général
Société d'Exploitation du Casino de Barbazan (877532473)	Directeur Général
LFF ENTERTAINMENT SAS (8998831382)	Directeur Général
SCI DU MUSEE LANNELONGUE (423755560)	Gérant
SAS SHCV (498381953)	Rep. CASINO DE VITTEL Président

Autres fonctions exercées par Monsieur Luc LEBORGNE dans d'autres sociétés au cours de l'exercice :

Chaque administrateur en fonction est en règle au regard des dispositions relatives au cumul des mandats et les vérifications nécessaires sont effectuées périodiquement.

Madame GORTARI Charlotte, Administratrice nommée par l'Assemblée Générale du 26 avril 2022. Son mandat vient à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 octobre 2024.
Elle détient 1 action au 31 octobre 2022.

Fonctions exercées dans d'autres sociétés à la date d'arrêté des comptes :

NOM DES SOCIÉTÉS	FONCTION
Néant	Néant

Autres fonctions exercées par Madame GORTARI Charlotte dans d'autres sociétés au cours de l'exercice :

Chaque administrateur en fonction est en règle au regard des dispositions relatives au cumul des mandats et les vérifications nécessaires sont effectuées périodiquement.

Monsieur PIVOT Michel, administrateur nommé par l'Assemblée Générale du 26 avril 2022. Son mandat vient à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 octobre 2024.
Il détient 1 action au 31 octobre 2022.

Fonctions exercées dans d'autres sociétés à la date d'arrêté des comptes :

NOM DES SOCIÉTÉS	FONCTION
Néant	Néant

Autres fonctions exercées par Monsieur PIVOT Michel dans d'autres sociétés au cours de l'exercice :

Chaque administrateur en fonction est en règle au regard des dispositions relatives au cumul des mandats et les vérifications nécessaires sont effectuées périodiquement.

9.2. RÉMUNÉRATIONS DES MANDATAIRES (ART. L.225-102-1 DU CODE DE COMMERCE)

En application des dispositions des articles L.225-37-2 et suivants du Code de commerce, les tableaux ci-dessous indiquent, par mandataire, le montant des rémunérations, des avantages de toute nature versés au cours de l'exercice à chacun des mandataires sociaux, y compris, le cas échéant, sous forme d'attributions de titres de capital ou donnant accès au capital ou de titres de créances ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la société ou des sociétés mentionnées aux articles L.228-13 et L.228-93 du Code de commerce.

Ils indiquent également, le cas échéant, les engagements de toutes natures pris par la société à leur bénéfice, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leur fonction ou postérieurement à celles-ci.

Cette information porte sur les rémunérations et avantages versés tant par la société elle-même que par les sociétés contrôlées par elle au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce, ou par la société qui contrôle au sens du même article la société dans laquelle le mandat est exercé. Il s'agit de montants bruts avant impôt sur le revenu.

Aucun prêt ou garantie n'a été accordé aux dirigeants.

Au titre de l'exercice 2022, les rémunérations des organes d'administration s'établissent comme suit :

	31.10.2022			31.10.2021		
	Rem. Brutes	Charges sociales	Total	Rem. Brutes	Charges sociales	Total
Jetons de présence						
TOTAL						

	Dominique GORTARI Président Directeur Général			
	31.10.2022		31.10.2022	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	-	-	-	-
Rémunération variable	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
Dominique GORTARI		X		X		X		X

Monsieur Dominique GORTARI ne perçoit aucune rémunération de la part de la Société au titre de son mandat de Président Directeur Général.

9.3. COMPOSITION ET PRÉPARATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration définit les grandes orientations stratégiques de la Société, qui sont mises en œuvre sous le contrôle du Président Directeur Général. Il désigne le Président Directeur Général et fixe sa rémunération. Il contrôle la gestion et veille à la qualité de l'information fournie. Il procède à l'examen et à l'arrêté des comptes annuels et semestriels.

Outre les domaines où le Conseil d'administration est, en application de la loi, appelé à donner son approbation préalable sont soumis à son autorisation préalable, y compris pour la direction générale, à titre interne et sans que cette limitation de pouvoir soit opposable aux tiers, toutes opérations d'investissements ou de désinvestissements significatifs, toutes opérations d'emprunt, significative, toutes les opérations de croissance externe.

Le Conseil d'Administration n'a pas jugé opportun de créer des comités autres que le Comité d'Audit sans toutefois s'interdire, pour des besoins ponctuels, de mettre en place, avec la Direction Générale et certains membres, des équipes de réflexion sur des sujets précis.

9.3.1. Composition du Conseil d'Administration

Afin de vous rendre compte du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'Administration, je vous précise que notre Conseil comprend trois femmes et quatre hommes, soit 43% de femmes. Nous sommes en conformité avec la loi n° 2011-103, article 5-II, du 27 janvier 2011 et au code AFEP / MEDEF.

La durée du mandat des administrateurs est fixée statutairement à trois ans.

Pendant toute la durée de son mandat, chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au minimum. Tous les administrateurs sont propriétaires d'un nombre au moins égal à ce seuil.

Le Conseil d'Administration est à la date du 31 octobre 2022, composé de 7 membres.

Le Conseil compte deux administrateurs qui peuvent être considérés comme ayant le statut d'administrateur indépendant, Messieurs Frantz TAITTINGER et Luc LEBORGNE.

Est considéré comme administrateur indépendant, un administrateur qui :

- n'a pas été au cours des cinq années précédentes (i) salarié ou dirigeant mandataire social exécutif de la Société; (ii) salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur d'une société que la SFCMC consolide ; (iii) salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou d'une société consolidée par la Société ;
- n'est pas dirigeant mandataire social exécutif d'une société dans laquelle la Société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire social exécutif de la Société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;
- n'est pas client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement significatif de la Société
- n'a pas de lien familial proche avec un mandataire social ;
- n'a pas été commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des cinq années précédentes.

9.3.2. Règlement intérieur

Le Conseil d'Administration, dans sa réunion du 2 juillet 2013, a adopté un règlement intérieur.

9.3.3. Fréquence des réunions

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil s'est réuni 2 fois.

Le taux de participation a été de 100 % pour toutes les réunions, tous les administrateurs étant présents ou représentés.

L'agenda du Conseil d'Administration a été le suivant :

- 15 février 2022
- 21 juillet 2022

9.3.4. Convocations des administrateurs

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation de son Président. Si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du Conseil peuvent demander au Président de le convoquer sur un ordre du jour déterminé.

Conformément à l'article 15 des statuts, les Administrateurs sont convoqués par tous moyens, par écrit ou oralement. Les convocations précisent l'ordre du jour de la réunion.

En application des dispositions de l'article L.225-238 du Code de commerce, les Commissaires aux Comptes sont convoqués aux réunions du Conseil d'Administration ayant arrêté les comptes semestriels et les comptes annuels.

9.3.5. Information des administrateurs

Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des administrateurs leur ont été communiqués suffisamment tôt avant les réunions du Conseil d'Administration pour leur permettre de se préparer à celles-ci.

Les administrateurs sont par ailleurs informés régulièrement de la situation financière, de la situation de trésorerie ainsi que des engagements de la Société.

9.3.6. Tenue des réunions

Les réunions du Conseil d'Administration se déroulent au siège social mais peuvent se tenir, conformément aux dispositions de l'article 15 des statuts, en tout autre endroit en France ou hors de France.

L'ordre du jour est présenté par le Président et les points qui le composent sont abordés successivement.

9.3.7. Analyse de l'activité du Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2022

Le Conseil d'Administration n'a pas procédé, au cours de l'exercice, à la mesure quantifiée de son efficacité et n'a, en conséquence, fait référence à aucun des référentiels utilisés classiquement en la matière. Il a estimé qu'il n'était pas nécessaire d'y procéder.

Il s'est cependant penché sur l'analyse de son activité et estime qu'il a au cours de l'exercice apporté un concours utile à de nombreuses prises de décisions.

Il est par ailleurs convaincu qu'il a, par son action et le suivi qu'il a apporté aux actions de la Direction Générale en matière d'optimisation des procédures administratives et financières et de maîtrise des frais généraux, contribué de façon non négligeable à l'efficacité de la bonne gouvernance de la Société.

9.3.8. Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués aux administrateurs.

9.4. LE COMITÉ D'AUDIT

9.4.1. Composition du Comité d'Audit

Au 31 octobre 2022, le Comité d'Audit est composé de trois membres :

- Madame Julie HUMBERT, Membre du Comité d'Audit, Présidente du Comité d'Audit ;
- Monsieur Frantz TAITTINGER, Membre du Comité d'Audit ;
- Monsieur Luc LEBORGNE Membre du Comité d'Audit.

Les membres du Comité d'Audit sont désignés par le Conseil d'Administration.

Ils ne sont pas rémunérés.

9.4.2. Rôle du Comité d'Audit

Le Comité d'Audit a pour mission :

- l'examen des comptes soumis au Conseil d'Administration,
- l'assurance que les engagements hors bilan sont actés,
- la vérification de la situation de la trésorerie de la Société et de ses filiales,
- la vérification des procédures de contrôle de gestion interne et du respect des règles de gouvernance.

Il émet une recommandation sur les Commissaires aux Comptes dont la nomination est proposée à l'Assemblée Générale.

A l'issue de chacune de ses réunions, le Comité d'Audit transmet au Président Directeur Général de la Société, par tous moyens, ses observations sur les comptes qui lui ont été soumis.

9.5.3. Fréquence des réunions

Au cours de l'exercice écoulé, le Comité d'Audit s'est réuni deux fois :

Le 15 février 2022 :

- Examen de l'activité de la société et des comptes annuels, sociaux et consolidés, au 31 octobre 2021 ;
- Examen des conclusions des Commissaires aux Comptes sur lesdits comptes ;
- Questions diverses.

Le 21 juillet 2022 :

- Examen de l'activité de la société et des comptes semestriels consolidés, au 30 avril 2022 ;
- Examen des conclusions des Commissaires aux Comptes sur lesdits comptes ;
- Questions diverses.

9.5.4. Convocation des membres du Comité d'Audit

Les membres du Comité d'Audit sont convoqués par le Président du Comité.

Les Commissaires aux Comptes, le Président Directeur Général, et le Responsable Administratif et Financier de la Société sont convoqués aux réunions du Comité qui examinent les comptes semestriels et les comptes annuels.

9.5.5. Information des membres du Comité d'Audit

Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des membres du Comité d'Audit leur sont communiqués avant la réunion.

9.5.6. Tenue des réunions

Les réunions du Comité d'Audit se tiennent au siège social ou en tout autre endroit en France ou hors de France.

9.5.7. Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Comité d'Audit sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués aux membres du Comité.

9.6. POUVOIRS DU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

9.6.1. Pouvoirs du Président Directeur Général

Au cours de l'exercice 2021-2022, la société a fonctionné sous le régime de l'association des fonctions de Président et de Directeur Général dans la suite du Conseil d'Administration du 21 décembre 2020 qui a nommé Monsieur Dominique GORTARI Président Directeur Général.

Le Président Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément au Conseil d'Administration et aux assemblées d'actionnaires. Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Président Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers sût que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président Directeur Général est autorisé à consentir des délégations ou substitutions de pouvoirs.

De plus, en qualité de Président du Conseil d'Administration, il a pour fonction d'organiser et de diriger les travaux du Conseil d'Administration. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'est assuré que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Il représente la Société dans ses relations de haut niveau, notamment auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), des pouvoirs publics et des partenaires.

9.7. CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE L.225-37-4 DEUXIÈME ALINÉA DU CODE DE COMMERCE

Les conventions visées par cet article sont des conventions, autres que des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, qui seraient intervenues directement ou par personne interposée, entre d'une part l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une société et d'autre part une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

9.7.1. CONVENTION

Convention d'assistance entre la société et la SAS CASIGRANGI autorisée par le conseil d'administration du 21 juillet 2022.

9.8. DÉLÉGATION EN COURS

- L'assemblée générale extraordinaire lors de sa réunion du 26 avril 2022 a donnée délégation au conseil pour une durée de dix-huit mois, à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, de la Société ou d'une société liée, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes au sens de l'article L. 225-138 du Code de commerce : investisseurs du domaine des casinos, partenaires stratégiques, commerciaux ou financiers.

9.9. MODALITÉS RELATIVES À LA PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les modalités de participation des actionnaires aux Assemblées Générales sont celles définies par la loi et les statuts. Les statuts peuvent être consultés au siège social de la Société.

Nous vous demanderons de donner quitus entier et définitif de leur gestion à votre Président et aux membres du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31 octobre 2022, ainsi qu'au Commissaire aux Comptes pour l'accomplissement de sa mission qu'il vous relate dans son rapport général.

Nous vous invitons, après lecture des rapports présentés par votre Commissaire aux Comptes, à adopter les résolutions soumises à votre vote.

Fait à Paris, le 28/02/2023

Le Président Directeur Général



ANNEXES



JPA
7 rue Galilée
75116 PARIS

AUDITEM
4 rue Plumet
75015 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 octobre 2022

SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS

Société Anonyme au capital de 11 763 605,70 Euros
Siège social : 16 Cours Albert 1er
75008 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 octobre 2022

Aux actionnaires de la Société Française de Casinos,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS relatifs à l'exercice clos le 31 octobre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} novembre 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

1. Évaluation des goodwill

- Risque identifié :

Au 31 octobre 2022, la valeur des goodwill s'élève à 8.613 M€ pour un total bilan de 20.968 M€. Ces goodwill correspondent aux écarts constatés entre le coût d'acquisition des titres des sociétés entrées dans le périmètre de consolidation et la part de votre groupe dans la juste valeur, à la date d'acquisition, des actifs et des passifs relatifs à ces sociétés, tels que détaillés en note 6.7.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation selon les modalités et les hypothèses décrites dans les notes 6.6.5.2 et 6.7.1 de l'annexe aux comptes consolidés conduisant, le cas échéant, à comptabiliser une dépréciation de la valeur nette comptable pour la ramener à la valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente, et la valeur d'utilité.

Les tests de dépréciation effectués par la direction sur les goodwills de chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) définies par votre société intègrent une part importante de jugements et d'hypothèses, portant notamment sur :

- les flux de trésorerie futurs ;
- les taux d'actualisation (CMPC) et les taux de croissance à long terme utilisés pour la projection de ces flux ;
- le renouvellement des DSP et des autorisations de jeux.

En conséquence, une variation dans ces hypothèses est susceptible de modifier la valeur recouvrable de ces goodwills.

Nous avons donc considéré que les goodwills constituaient un point clé de l'audit.

- Notre réponse :

Dans le cadre de nos travaux, nous avons pris connaissance du processus d'élaboration et d'approbation des estimations et des hypothèses faites par votre groupe dans le cadre des tests de dépréciation.

Nous avons obtenu les derniers plans stratégiques de la direction ainsi que les tests de dépréciation de chacune des UGT. Sur la base de ces informations, nous avons réalisé les procédures suivantes :

- Nous avons apprécié le caractère raisonnable des hypothèses clés retenues pour :
 - la détermination des flux de trésorerie en lien avec les données opérationnelles sous-jacentes,
 - le renouvellement des DSP et des autorisations de jeux,
 - le taux de croissance à long terme de ces flux ;
- Nous avons apprécié les taux d'actualisation retenus (CPMC) dans leurs différentes composantes ;
- Nous avons obtenu et examiné les analyses de sensibilité effectuées par la direction ;
- Nous avons également effectué nos propres calculs de sensibilité pour vérifier que seule une variation déraisonnable des hypothèses pourrait entraîner la comptabilisation d'une dépréciation significative des goodwills ;
- Enfin, nous avons également vérifié le caractère approprié des informations fournies dans les notes IV et V de l'annexe aux comptes consolidés.

2. Reconnaissance du revenu

- Risque identifié :

Le chiffre d'affaires a atteint, pour l'exercice clos le 31 octobre 2022, 21.153 M€ (contre 9.514 M€ en 2021). Il est constitué du produit brut des jeux, du chiffre d'affaires des activités de restauration, des activités hôtelières et de toute autre activité annexe.

Comme indiqué dans la note 6.6.5.15 de l'annexe aux comptes consolidés :

- Le produit brut des jeux (PBJ) correspond aux sommes mises moins les sommes redistribuées aux joueurs ;
- Le chiffre d'affaires net de prélèvements correspond aux sommes mises moins les prélèvements sur les jeux représentant le prélèvement communal, le prélèvement

de l'Etat fixe et progressif, ainsi que la CRDS et la CSG assises sur tout ou partie du produit brut des jeux ainsi que les sommes redistribuées aux joueurs ;

- Pour les transactions ne comprenant que des services ou des prestations, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus (hôtellerie, restauration).

Nous avons considéré que la reconnaissance du chiffre d'affaires constituait un point clé de l'audit en raison de son importance significative dans les comptes du groupe et les risques associés à la manipulation des espèces et des jetons.

- Notre réponse :

Notre approche d'audit sur la reconnaissance du chiffre d'affaires inclut à la fois des tests sur le contrôle interne mis en place par le groupe dans chacune de ses exploitations ainsi que des contrôles de substance, sur les comptes en eux-mêmes.

Nos travaux relatifs au contrôle interne ont porté principalement sur les procédures d'inventaire physique des espèces (caisses), plaques et jetons mises en place dans chacune des exploitations contrôlées par le groupe, ainsi que sur les procédures de sécurité (contrôle aux entrées, dispositif de surveillance). Nous avons examiné les procédures mises en œuvre et évalué leur efficacité.

Nos contrôles de substance et ceux de nos confrères en charge des filiales relatifs au chiffre d'affaires ont notamment consisté à :

- assister aux inventaires physiques des caisses, plaques et jetons de certaines exploitations à la clôture de l'exercice,
- contrôler les rapprochements bancaires et les états d'inventaires de caisse, plaques et jetons,
- vérifier la concordance avec les comptes des réponses aux circularisations bancaires.

3. Respect du plan de continuation / continuité d'exploitation

- Risque identifié :

Les dettes du groupe comportent notamment 1.187 K€ de dettes actualisées respectivement de votre société et de la société CECPAS-Casino de Collioure faisant l'objet d'un plan de continuation, tel que mentionné dans la note 6.7.9 « Emprunts auprès des établissements de crédit et endettement financier net - Passif échelonné de la CECPAS Casino de Collioure ».

Ce plan de continuation pour CECPAS Casino de Collioure fait l'objet d'échéances progressives. Le montant à rembourser en 2022 au titre de ce plan s'élève à 99 K€.

Nous avons considéré que l'application de la convention de continuité d'exploitation constituait un point clé de l'audit en raison de son importance significative dans les comptes du groupe et en particulier sur l'évaluation des actifs.

- Notre réponse :

Nos travaux sur l'application de la convention de continuité d'exploitation ont consisté à :

- obtenir les prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation de chaque société et apprécier leur cohérence avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques, établis sous le contrôle de la direction du groupe ;
- vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- obtenir une confirmation écrite de la direction sur la fiabilité de ces prévisions.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementairesFormat de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon de format d'informations électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président. S'agissant des comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société Française de Casinos par votre assemblée générale du 6 juin 2018 pour JPA et du 25 juin 2019 pour Auditem.

Au 31 octobre 2022, Auditem était dans la 4^{ème} année de sa mission et JPA dans la 5^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

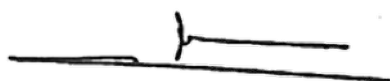
Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris, le 24 février 2023,

Les Commissaires aux comptes,

JPA

A handwritten signature in black ink, consisting of a horizontal line with a small vertical stroke and a horizontal stroke extending to the right.

Jacques POTDEVIN

AUDITEM

A handwritten signature in blue ink, featuring a stylized 'H' and 'L' followed by a long horizontal stroke.

Hervé LE ROY

GROUPE
SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS

Etats Financiers Consolidés
Au 31 Octobre 2022

16, cours Albert 1^{er}

75 008 PARIS

SIRET : 39301046700305

Société Anonyme au capital de 11 763 605.70 euros



1. ETAT DE SITUATION FINANCIERE

Actif (en milliers d'euros)	Notes	Au 31.10.2022	Au 31.10.2021
Goodwill	6.7.1	8 613	8 613
Immobilisations incorporelles	6.7.3	53	46
Immobilisations corporelles	6.7.4	5 182	5 519
Participations entreprises associées		0	0
Actifs financiers non courants	6.7.5	148	63
Impôts différés	6.7.12	233	221
Actifs non courants		14 230	14 462
Stocks et en-cours	6.7.6	65	60
Clients	6.7.7	55	104
Autres actifs courants	6.7.7	1 202	1 641
Actifs d'impôt exigible	6.7.7	0	24
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.7.9	5 417	4 863
Actifs courants		6 738	6 692
Actifs non courants et groupe d'actifs à céder		0	0
Total de l'actif		20 968	21 154
Passif (en milliers d'euros)	Notes	Au 31.10.2022	Au 31.10.2021
Capital	6.7.8	11 764	11 764
Réserves consolidées		-3 471	-2 855
Résultat net part du Groupe		1 706	-659
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société		10 000	8 250
Participations ne donnant pas le contrôle		74	14
Capitaux propres		10 074	8 264
Emprunts auprès des établissements de crédit	6.7.9	3 218	4 097
Emprunts et dettes financières divers	6.7.9	0	0
Passifs échelonnés non-courant	6.7.9	1 095	1 167
Autres passifs non courants	6.7.10	0	3
Provisions non courantes	6.7.11	313	785
Impôts différés	6.7.12	0	0
Passifs non courants		4 626	6 052
Emprunts auprès des établissements de crédit	6.7.9	933	611
Emprunts et dettes financières divers	6.7.9	2 009	2 530
Passifs échelonnés courant	6.7.9	92	96
Fournisseurs	6.7.13	830	908
Dettes fiscales et sociales	6.7.14	2 062	2 325
Autres passifs courants	6.7.15	129	70
Provisions courantes	6.7.11	163	298
Passifs d'impôt exigible		50	0
Passifs courants		6 269	6 838
Passifs inclus dans des groupes destinés à la vente		-	-
Total du passif et des Capitaux Propres		20 968	21 154

2. ETAT DU RESULTAT NET

(en milliers d'euros)	Notes	Au 31.10.2022	Au 31.10.2021
Chiffre d'affaires Brut		21 153	9 514
Prélèvements		-7 894	-3 049
Chiffre d'affaires net de prélèvements		13 259	6 465
Autres produits de l'activité		157	1 194
Produits des activités ordinaires		13 416	7 659
Achats consommés		-679	-282
Charges externes		-4 571	-2 902
Charges de personnel	6.7.21	-5 078	-2 786
Impôts et taxes		-428	-210
Dotation nette aux amortissements		-1 405	-1 910
Dépréciations nettes des reprises :			
- Sur immobilisation		0	0
- Sur actifs financiers		0	61
- Sur actifs courants		138	-155
Provisions nettes des reprises		190	98
Autres produits opérationnels		-129	-101
Autres charges opérationnelles			
Résultat opérationnel courant		1 454	-528
Autres produits opérationnels non courants	6.7.17	422	338
Autres charges opérationnelles non courantes	6.7.17	-101	-252
Résultat opérationnel		1 774	-442
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier brut		-68	-58
Coût de l'endettement financier net		-68	-58
Autres produits financiers		95	1
Autres charges financières		-139	-141
Résultat avant impôt		1 662	-640
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	6.7.18	45	-25
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		0	0
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
Résultat net de la période		1 707	-664
Résultat net de la période attribuable aux :			
- propriétaires de la société		1 706	-659
- participations ne donnant pas le contrôle		0	-6
Résultat net par action (part du Groupe)	6.7.19	0,34 €	-0,13 €
Résultat net dilué par action (part du Groupe)	6.7.19	0,34 €	-0,13 €

2.1. AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Au 31.10.2022	Au 31.10.2021
Résultat net de la période	1 707	-664
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-57	
Autres éléments		
Charge d'impôt sur les autres éléments du résultat global		
Résultat global de la période attribuable aux propriétaires de la société	1 650	-664
Résultat global de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0 -	
Résultat global de la période	1 650	-664

3. Etat DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	Au 31.10.2022	Au 31.10.2021
Résultat net des activités poursuivies		1 707	-664
Quote-part des entreprises en équivalence		0	0
Coût de l'endettement financier		68	58
Charge d'impôt de la période, y compris impôts différés	6.7.12	-45	25
Dotations (reprises) nettes d'amortissements et provisions		777	1 915
Autres (produits) et charges calculés		127	103
(Plus-values), moins-values de cession		-87	53
Capacité d'autofinancement		2 547	1 489
Variation du besoin en fonds de roulement :			
Stocks	6.7.6	-5	84
Clients	6.7.7	50	-61
Fournisseurs	6.7.13	-77	48
Variation des autres actifs et passifs		239	-386
Impôt (payé) ou remboursé		93	98
Flux de trésorerie provenant de (utilisé dans) l'exploitation		2 846	1 272
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6.7.3/6.7.4	-1 027	-487
Acquisitions d'actifs financiers non courants	6.7.5	-50	-2
Acquisition de sociétés sous déduction de la trésorerie acquise		0	-7
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		20	50
Cessions d'immobilisations financières	6.7.5	0	0
Cessions d'actifs non courants et groupe d'actifs		7	2
Variation de trésorerie due aux mouvements de périmètre		0	0
Intérêts reçus		0	0
Incidence des décalages liés aux opérations d'investissement		7	-173
Flux de trésorerie, provenant des (affecté aux) opérations d'investissement		-1 044	-618
Dividendes mis en paiement		0	-47
Autres variations (comptes courants d'associés)		-284	-478
Souscription d'emprunts		1	5
Remboursement d'emprunts	6.7.9	0	0
Remboursement Passifs SFC & Collioure	6.7.9	-156	-104
Souscription (remboursement) d'autres dettes financières	6.7.9	-636	-449
Intérêts payés		-123	-123
Flux de trésorerie, provenant des (affecté aux) opérations de financement		-1 199	-1 196
Variation de trésorerie		603	-542
Trésorerie nette à l'ouverture de la période		4 774	5 315
Trésorerie nette à la clôture de la période		5 376	4 774

4. ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Libellé	Capital	Réserves consolidées	Résultat net Part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires
2020.10	11 764	11 421	-14 309	8 876	68
Affectation du résultat N-1		-14 309	14 309	0	
Distribution/ brut versé				0	-47
Résultat			-659	-659	-6
Changement de méthodes comptables		39		39	
Variation de taux d'intérêt (1)		-6		-6	-1
Autres					
2021.10	11 764	-2 855	-659	8 250	14
Affectation du résultat N-1		-659	659	0	
Distribution/ brut versé				0	
Résultat			1 706	1 706	0
Variation des écarts actuariels		43		43	
Variation de taux d'intérêt				0	60
Autres					
2022.10	11 764	-3 471	1 706	10 000	74

(1) La variation de taux d'intérêt de l'exercice 2021 correspond à l'impact de l'acquisition complémentaire auprès de minoritaire de 5 titres de la société CHATEL CASINO par la société SFC.

5. INFORMATIONS SECTORIELLES

Conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers reflète la réalité opérationnelle du Groupe sur lequel s'appuie la Direction pour analyser l'activité, prévoir les investissements et mesurer sa performance.

INFORMATIONS SECTORIELLES	GROUPE SFC	CASINO DE CHATEL-GUYON	CASINO DE COLLIOURE	CASINO DE GRISSAN	CASINO DE PORT LA NOUVELLE	STRUCTURE	INTRA-GROUPE
Chiffre d'affaires brut	21 153	5 848	3 228	9 774	2 304	51	-51
Prélèvements	-7 894	-2 261	-1 078	-4 062	-494	0	0
Chiffre d'affaires nets des prélèvements	13 259	3 587	2 150	5 713	1 810	51	-51
Autres produits opérationnels	157	20	23	24	85	5	0
Produits des activités ordinaires	13 416	3 607	2 173	5 737	1 895	55	-51
Achats consommés	-679	-249	-59	-165	-206	0	0
Charges externes	-4 571	-1 221	-892	-1 643	-662	-250	98
Charges de personnel	-5 078	-1 227	-775	-2 255	-821	0	0
Impôts et taxes	-428	-98	-81	-188	-59	-3	0
Dotations nettes aux amortissements	-1 406	-387	-290	-476	-178	-75	0
Dépréciations nettes des reprises :							
- Sur actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0
- Sur actifs courants	0	0	0	0	0	0	0
Provisions nettes des reprises	138	8	84	39	7	0	0
Autres produits et charges opérationnels	61	-20	-59	79	60	48	-47
Résultat opérationnel courant	1 452	413	101	1 128	36	-226	0
EBITDA	2 721	793	307	1 565	207	-150	0
Autres produits et charges opérationnels non courants	-54	-1	3	-1	0	-55	0
Amortissement et perte de valeur du goodwill	375	0	0	0	0	375	0
Résultat opérationnel	1 774	413	104	1 128	36	94	0
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0
Coût de l'endettement financier brut	-68	0	0	-9	-9	-98	48
Coût de l'endettement financier net	-68	0	0	-9	-9	-98	48
Autres produits et charges financiers	-44	-28	-64	-24	0	120	-48
Résultat avant impôt	1 662	385	40	1 095	27	116	0
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	45	82	0	-296	2	256	0
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 707	466	40	798	29	373	0

6. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

6.1. Présentation de l'émetteur

Société Française de Casinos (SFC) est une société anonyme dont le siège social est sis 16, Cours Albert 1^{er} à Paris 8^{ème} – immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 393 010 467. Elle est cotée sur NYSE Euronext Paris, Eurolist compartiment C.

SFC est la société mère d'un groupe français spécialisé dans l'exploitation de casinos ainsi que les activités d'hôtellerie et de restaurants qui s'y rapportent (ci-après « SFC » ou « le Groupe »).

Les états financiers reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales.

En date du 6 Février 2023, le Conseil d'administration a arrêté les états financiers consolidés annuel de SFC et en a autorisé la publication.

6.2. Faits caractéristiques de la période

6.2.1. Crise sanitaire et impact du covid 19

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la période actuelle de sortie de l'état d'urgence sanitaire n'ont pas aujourd'hui d'incidence significative, ni dans le fonctionnement du groupe ni dans la réalisation opérationnelle de ses activités. Au plan financier, le groupe n'est à ce jour plus fragilisé par les contraintes liées aux mesures légales et réglementaires prises pour lutter contre cette crise, initiées dès mars 2020.

6.2.2. Prêt avec Garantie de l'État, PGE

En date du 5 juin 2020, le Groupe SFC a signé un prêt professionnel auprès de la Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes de 2M€ pour faire face aux conséquences économiques et financières de la pandémie du COVID-19. Ce prêt est composé d'une période de remboursement de cinq ans avec une première échéance de remboursement de capital la deuxième année avec un TEG 1.41 % à 5 ans.

En date du 08 Juillet 2022, la société SOCIETE FRANCAISE DE CASINO a commencé à honorer le remboursement de son prêt garantie par l'état.

6.2.3. Renouvellement de la DSP du Casino de CHATEL

En date du 01/11/2021, la DSP a été renouvelée sur le Casino de CHATEL GUYON jusqu'au 31/10/2031.

6.2.4. Paiement de la 6ème échéance du plan d'apurement du casino de Collioure

En date du 31 mai 2022, la société CECPAS Casino de Collioure a honoré la 6ème échéance de son plan d'apurement d'un montant de 95 K€.

6.2.5. Diminution de capital du Casino de Gruissan

En date du 22 Juin 2022, l'associé unique de la société CASINO DE GRUISSAN a décidé de réduire le capital social de 1.200.000€ pour le ramener de 1.240.000 € à 40.000 € par voie de remboursement d'une somme de 30 € par action.

6.3. Événements postérieurs à la clôture

6.3.1. Crise économique

L'économie française a connu, à l'image de ce que connaissent les autres pays du globe, depuis début 2021 une hausse significative et continue du prix notamment des matières premières, des produits manufacturés et des sources d'énergie comme le carburant ou encore l'électricité. Les effets de l'inflation en particulier au niveau des sources d'énergie, ont déjà un impact sur la société depuis plusieurs mois, et auront nécessairement des impacts sur la société à l'avenir. L'exercice en cours risque donc de voir l'impact de ces envolées de prix s'accroître, en fonction d'aléas que nous ne sommes pas en mesure d'apprécier aujourd'hui, ni en termes d'occurrence ni en valeur.

6.3.2. Renouvellement de la DSP du Casino de PORT LA NOUVELLE

En date du 01/11/2022, la DSP a été renouvelée sur le Casino de PORT LA NOUVELLE jusqu'au 31/10/2042.

6.4. Continuité d'exploitation

A ce jour, et au vu des éléments cités ci-dessus, le groupe estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

6.5. Périmètre de consolidation

	Secteur d'activité	Siège	RCS	Pourcentage d'intérêt et de contrôle	
				31/10/2022	31/10/2021
Société mère					
Société Française de casinos	Jeux	Paris	393 010 467	Société consolidante	
Sociétés filiales					
Casino de Gruissan	Casinos	Gruissan	305 322 042	100,00%	100,00%
Châtel Casino	Casinos	Châtelguyon	391 605 987	100,00%	100,00%
Société du Casino de Port-la-Nouvelle	Casinos	Port-la-Nouvelle	407 654 094	100,00%	100,00%
Cecpas Casino de Collioure	Casinos	Collioure	382 014 645	100,00%	100,00%
200% Poker	Autres	Paris	522 208 933	société Liquidée	68,46%
Société des Eaux Minérales et des Établissements Thermaux de Châtelguyon	Autres	Châtelguyon	395 780 380	94,00%	94,00%
Compagnie Thermale de Châtelguyon	Autres	Châtelguyon	395 780 364	94,00%	94,00%

L'ensemble des sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

La société 200 % POKER a été liquidée sur l'exercice.

6.6. Principes comptables et méthodes d'évaluation

6.6.1. Référentiel

6.6.1.1. Déclaration de conformité

Conformément au règlement européen CE N° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du groupe Société Française de Casinos au titre de l'exercice clos le 31 octobre 2022 sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne au 31 octobre 2022. Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm), intègre les normes

comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC).

6.6.1.2. Base de préparation

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées de manière permanente aux périodes présentées dans les états financiers consolidés, à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites ci-après.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, monnaie fonctionnelle et de présentation du groupe.

Le Groupe SFC a appliqué dans les états financiers clos au 31 octobre 2022 les normes, interprétations et amendements aux normes publiées qui sont d'application obligatoire aux exercices ouverts au 1er novembre 2021.

6.6.1.3. Évolution des normes et interprétations

Les comptes consolidés au 31 octobre 2022 du groupe Société Française de Casinos sont établis en conformité avec les normes et interprétations comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union européenne.

Les principes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 31 octobre 2022 sont identiques à ceux utilisés pour les comptes consolidés au 31 octobre 2021.

6.6.2. Estimations et jugements

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses susceptibles d'avoir un impact tant sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges que sur les informations données dans les notes annexes.

Les estimations et hypothèses sont réalisées à partir des données historiques comparables et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu dans le cadre de la détermination des valeurs comptables. La direction du Groupe revoit ces estimations et hypothèses de façon continue afin de s'assurer de leur pertinence au regard de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées. Les principales règles d'estimations appliquées par le Groupe sont présentées ci-dessous et concernent :

- la valorisation au bilan des actifs corporels, incorporels et des écarts d'acquisition. Le Groupe revoit de manière régulière certains indicateurs qui conduiraient, le cas échéant à un test de dépréciation (note 6.5.5.2 ci-après et note 6.6.2 dans la section « 6.6 – Compléments d'information sur le bilan et le compte de résultat ») ;
- la valorisation des passifs financiers et notamment les passifs étalés dans le cadre de plan (note 6.5.5.14 ci-après et note 6.6.9 dans la section « 6.6 – Compléments d'information sur le bilan et le compte de résultat »).

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation.

6.6.3.Contexte réglementaire de la gestion de casinos

En France, l'exploitation des casinos se fait dans un environnement très réglementé. L'ouverture et la tenue d'un casino est soumise aux règles liées aux délégations de service public (articles L.1410-2, L.1410-3, L.1411-1 & suivants du Code général des collectivités territoriales).

Les échéances des contrats de concession et des autorisations des jeux, dont sont titulaires les filiales du Groupe, sont les suivantes :

Société	Commune	Jeux exploités	Date de fin de contrat	Date de renouvellement de l'autorisation des jeux
Casino de Gruissan	Gruissan	106 Machines à sous & Jeux de Table	29/02/2032	28/02/2024
Société du Casino de Port-la-Nouvelle	Port-la- Nouvelle	46 Machines à sous & Jeux de Table	23/11/2022	31/10/2022
Châtel casino	Châtel-Guyon	75 Machines à sous & Jeux de Table	31/10/2031	31/10/2026
Casino de Collioure	Collioure	72 Machines à sous & Jeux de Table	05/05/2023	05/05/2023

6.6.4.Méthodes de consolidation

6.6.4.1.Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote sont consolidées par intégration globale.

La mise en équivalence s'applique à toutes les entreprises associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, laquelle est présumée quand le pourcentage de droits de vote est supérieur ou égal à 20 %.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

6.6.4.2.Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée depuis le 1er novembre 2009, et selon IFRS 3 pour les acquisitions ayant eu lieu avant cette date.

La contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un goodwill. A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, SFC a la possibilité d'opter soit pour un goodwill partiel (se limitant à la quote-part acquise par le groupe) soit pour un goodwill complet. Dans le cas d'une option pour la méthode d'un goodwill complet, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur et SFC comptabilise un goodwill sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables.

Cette option s'applique transaction par transaction.

Les frais directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

L'analyse des goodwill est finalisée durant la période d'évaluation, soit 12 mois à compter de la date de la prise de contrôle.

Les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont constatées si le groupe n'acquiert pas 100% d'une société sur la base de la juste valeur nette des actifs et passifs acquis.

6.6.4.3.Date de clôture

L'ensemble des sociétés intégrées du groupe clôture au 31 octobre.

6.6.5.Règles et méthodes d'évaluation

6.6.5.1.Goodwill

Les goodwill sont évalués à leur coût (cf. note 6.5.4.2 – Regroupement d'entreprises), diminué du cumul des pertes de valeur. Ils sont affectés à des unités génératrices de trésorerie ou des groupes d'unités génératrices de trésorerie, ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment en cas d'indices de pertes de valeur. Les modalités des tests de dépréciation retenues par le groupe sont décrites au paragraphe "Tests de dépréciation" ci-après.

6.6.5.2.Tests de dépréciation

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables, y compris les goodwill et la valeur recouvrable de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT).

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées par unité génératrice de trésorerie. Celles-ci sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue engendre des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs.

Pour l'appréciation de la valeur des actifs à la clôture, le Groupe a retenu 4 UGT pour ses tests de dépréciation :

- Casino de Gruissan
- Casino de Châtel-Guyon
- Casino de Port la Nouvelle
- Casino de Collioure

Lorsque la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une dépréciation est constituée sur le poste « Dépréciation des actifs » du compte de résultat. Cette dépréciation est imputée en priorité sur les goodwill.

La valeur recouvrable de ces UGT correspond à la plus élevée de leur juste valeur, diminuée des coûts de vente, et de leur valeur d'utilité.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

Les valeurs d'utilité sont déterminées à partir des projections actualisées des flux de trésorerie nets actualisés après impôt, avec prise en compte d'une valeur terminale, basée sur un taux de

croissance à l'infini des produits générés par l'actif valorisé. Les projections sont basées sur une durée de 5 ans. Le taux retenu pour l'actualisation des flux futurs est le coût moyen pondéré du capital après impôt ajusté d'une prime de risque si nécessaire. Les hypothèses retenues en termes de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles.

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes. Une perte de valeur comptabilisée sur un écart d'acquisition n'est jamais reprise.

6.6.5.3. Immobilisations

Seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Le Groupe a choisi de conserver le principe de l'évaluation des immobilisations corporelles et incorporelles selon la méthode du coût.

➤ Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût et les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont comptabilisées à leur juste valeur si cette dernière peut être estimée de manière fiable.

Leur durée d'utilité est appréciée comme étant finie ou indéfinie. Les logiciels appartiennent à la première catégorie et sont amortis en mode linéaire sur leur durée d'utilité prévue, allant de 1 an à 3 ans.

➤ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le Groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les intérêts relatifs aux emprunts contractés pour financer la construction d'immobilisations corporelles sont immobilisés, comme élément du coût, sur la période de temps nécessaire pour préparer l'actif à son utilisation prévue.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

- Constructions :
 - o Gros œuvre et structure : A compter du 1/11/2019, Linéaire ajusté sur la durée de la fin de la DSP
 - o Aménagements : A compter du 1/11/2019, Linéaire ajusté sur la durée de la fin de la DSP
- Installations techniques : Linéaire sur 2 à 10 ans
- Machines de jeux : Linéaire sur 5 ans à compter du 1/11/2019
- Autres immobilisations corporelles : Linéaire sur 1 à 10 ans

Il n'est pas tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable car celle-ci est non significative.

A compter du 1er novembre 2019, il a été décidé par la nouvelle direction d'effectuer un changement d'estimation de la dotation aux amortissements du fait du risque du non renouvellement d'une concession. Ainsi :

- Les agencements sont amortis sur une durée qui ne dépasse pas la durée de la concession.
- Les machines à sous sont amortis sur une durée de 5 ans, car elles utilisent une technologie en perpétuelle évolution. A partir de la 5ème année, ces machines ne sont plus attractives pour les clients et leurs rendements devient très faible ainsi un turn-over plus rapide de ces machines sera effectué. De plus, lorsque celles-ci sont vendues au bout de 5 ans d'exploitation, les SFM, les rachètes au prix symbolique d'un euro.

6.6.5.4. Actifs financiers

Les actifs financiers sont composés des prêts et créances, des actifs disponibles à la vente ou d'actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat. Le groupe n'a pas d'actifs détenus jusqu'à l'échéance et dispose d'un montant non significatif d'actifs disponibles à la vente.

À l'exception des actifs évalués à la juste valeur par résultat, les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition. Les acquisitions et cessions d'actifs financiers sont enregistrées à leur date de règlement.

➤ Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants comprennent les titres de participation dans des sociétés non consolidées et la part à plus d'un an des prêts et créances évalués au coût amorti.

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont des actifs disponibles à la vente, comptabilisés à leur juste valeur. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative ou durable de la valeur de l'actif), une dépréciation irréversible est constatée par résultat. La reprise de cette dépréciation par le résultat n'interviendra qu'au moment de la cession des titres.

➤ Prêts et créances

Il s'agit des actifs financiers, émis ou acquis par le groupe SFC qui sont la contrepartie d'une remise directe d'argent, de biens ou de services à un débiteur. Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme de montants significatifs non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont actualisés. Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les créances clients sont maintenues à l'actif du bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés n'est pas transféré à un tiers.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances cédées avec recours dans le cadre de programmes de financement des stocks des concessionnaires de véhicules de loisirs ainsi que les effets escomptés non échus sont réintégrés à l'actif dans le poste « clients et autres débiteurs » et au passif dans le poste « passifs financiers courants ».

Une provision individualisée pour dépréciation est comptabilisée lorsque des événements font douter du recouvrement d'une créance (mise en redressement ou liquidation judiciaire, impayés nombreux...). Cette provision tient compte, le cas échéant, des garanties obtenues.

Un actif financier est décomptabilisé dans les deux cas suivants :

- les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif ont expiré,
- les droits contractuels ont été transférés à un tiers et ce transfert répond à certaines conditions.

Si le cédant a transféré la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif est décomptabilisé pour sa totalité.

Si le cédant a conservé la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif reste comptabilisé au bilan pour sa totalité.

6.6.5.5.Stocks

Les marchandises et les matières premières sont évaluées au prix de revient ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci s'avère inférieure.

Les stocks sont valorisés selon la méthode du premier entré premier sorti. Compte tenu de la forte rotation des stocks composés essentiellement de matières périssables, cette méthode est approximée, pour la majeure partie des stocks, par une évaluation au dernier coût d'achat.

6.6.5.6.Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans le bilan consolidé comprennent les disponibilités ainsi que les valeurs mobilières de placement et les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées et comptabilisées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Ils sont considérés comme détenus à des fins de transaction et les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Les placements dans les actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus des équivalents de trésorerie.

Les découverts bancaires ne sont pas assimilés à un financement et sont donc inclus dans la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Ils figurent dans les passifs courants sous la rubrique « Emprunts auprès des établissements de crédit ».

6.6.5.7.Capitaux propres

Les capitaux propres regroupent deux catégories de propriétaires : les propriétaires de la société mère d'une part (actionnaires de SFC), et les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle d'autre part (actionnaires minoritaires des filiales). Une participation ne donnant pas le contrôle est définie comme la part d'intérêt dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à une société mère.

Les transactions réalisées avec les actionnaires minoritaires induisant une variation de parts d'intérêt de la société mère sans perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres car le contrôle ne change pas au sein de l'entité économique. Les flux de trésorerie provenant de variations de parts d'intérêts dans une filiale intégrée globalement, qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle (cette notion englobant les augmentations de parts d'intérêts), sont intégrés dans les flux nets de trésorerie liés aux activités de financement.

Dans le cas d'une acquisition d'une participation complémentaire dans une filiale consolidée par intégration globale, le Groupe comptabilise la différence entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires en variation des capitaux propres attribuables aux actionnaires de SFC. Les frais attachés à ces opérations sont également enregistrés au sein des capitaux propres. Il en est de même pour les frais attachés aux cessions sans perte de contrôle. Concernant la cession d'intérêts majoritaires induisant une perte de contrôle, le Groupe constate une cession à 100% des titres détenus suivie, le cas échéant, d'une acquisition à la juste-valeur de la part conservée. Ainsi, le Groupe constate un résultat de cession, présenté en « Autres produits opérationnels » ou en « Autres charges opérationnelles », sur la totalité de sa participation (part cédée et part conservée), revenant à réévaluer la partie conservée par le résultat. Les flux de trésorerie provenant de l'obtention ou de la perte de contrôle dans une filiale sont affectés aux flux nets de trésorerie des activités d'investissements.

6.6.5.8.Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites et d'indemnités de départ.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les indemnités de départ, les provisions sont déterminées de la façon suivante : la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs. L'ensemble des écarts actuariels générés est immédiatement comptabilisé en autres éléments du résultat global.

6.6.5.9.Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe. Les provisions font l'objet d'une actualisation lorsque l'impact de l'actualisation est significatif.

Les autres provisions, courantes ou non courantes, sont principalement relatives aux éléments suivants :

- litiges,
- provision pour jackpot progressif

6.6.5.10.Subventions

Les subventions d'investissements figurent en autres passifs courants ou non courants suivant l'échéance de leur rythme de reprise. Les reprises de subventions sont échelonnées sur la durée d'amortissement des biens qui en ont bénéficié et enregistrées dans le résultat au niveau des autres produits opérationnels.

Pour l'application particulière du plan comptable des casinos, les subventions issues du prélèvement à employer, correspondant aux recettes supplémentaires dégagées au profit des casinos par l'application du barème de prélèvement progressif, doivent être consacrées à

concurrence de 50 % à des travaux d'investissement destinés à l'amélioration de l'équipement touristique. Elles sont amorties en fonction de la réalisation des investissements.

Les subventions d'exploitation sont, quant à elles, reprises au rythme des charges qu'elles financent.

6.6.5.11. Impôts différés

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

6.6.5.12. Actifs et passifs courants et non courants

Un actif est classé en tant qu'actif courant lorsque le Groupe s'attend à pouvoir le réaliser, le vendre ou le consommer dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture ou lorsqu'il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié.

Un passif est classé en tant que passif courant lorsque le Groupe s'attend à le régler au cours de son cycle d'exploitation normal ou dans les douze mois suivant la clôture ou lorsqu'il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié.

Tous les autres actifs et passifs sont classés en non courants.

6.6.5.13. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs nets du Groupe destinés à être cédés ou les actifs corporels détenus en vue de la vente sont comptabilisés en actifs destinés à la vente et dettes des activités abandonnées sans possibilité de compensation entre les actifs et les passifs concernés.

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur minorée des coûts de vente.

Les actifs concernés cessent d'être amortis. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles. En outre, lorsqu'un groupe d'actifs et de passifs destiné à la vente constitue un ensemble homogène de métiers, il est qualifié d'activité abandonnée. Les activités abandonnées incluent à la fois les activités destinées à être cédées, les activités arrêtées, ainsi que les filiales acquises exclusivement dans une perspective de revente.

L'ensemble des pertes et profits relatifs à ces opérations est présenté séparément au compte de résultat, sur la ligne « Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession », qui inclut les résultats nets après impôt de l'activité, le résultat net après impôt lié à son évaluation

à la valeur de marché minorée des coûts de vente, et le résultat net après impôt de la cession de l'activité.

6.6.5.14.Passifs financiers

L'évaluation des passifs financiers dépend de leur classification selon IAS 39. A l'exception des instruments dérivés, l'ensemble des passifs financiers, notamment les emprunts et dettes financières, les dettes fournisseurs et les autres dettes est comptabilisé initialement à la juste valeur, puis au coût amorti.

Les instruments composés sont quant à eux analysés par composantes.

- Lorsqu'un instrument émis comprend à la fois une composante dette et une composante capitaux propres, ces composantes sont comptabilisées séparément dans les dettes et les capitaux propres,
- Lorsqu'un instrument émis comprend à la fois une composante dette et un dérivé qui n'est pas un instrument de capitaux propres, ces composantes sont comptabilisées séparément comme une composante dette, d'une part, et un dérivé, d'autre part.

6.6.5.15.Revenus

Les revenus sont constitués par le produit brut des jeux, les droits d'entrée jeux, le chiffre d'affaires des activités de restauration, des activités hôtelières et de toute autre activité annexe. Le chiffre d'affaires net de prélèvements correspond aux sommes mises moins les prélèvements sur les jeux représentant le prélèvement communal, le prélèvement de l'État fixe et progressif ainsi que la CRDS et la CSG assis sur tout ou partie du produit brut des jeux ainsi que les sommes redistribuées aux joueurs.

Pour les transactions ne comprenant que des services ou des prestations de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

Les produits d'intérêts sont enregistrés prorata temporis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dividendes reçus sont comptabilisés dès lors que le droit à recevoir des dividendes est avéré.

6.6.5.16.Résultat opérationnel courant

La notion de résultat opérationnel s'apprécie avant les produits et charges opérationnels non courants (Cf. infra) les produits et charges financiers, le coût de financement, les charges d'impôt sur les bénéfices, la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence et le résultat net des activités abandonnées.

6.6.5.17.Charges ou produits opérationnels non courants

La notion de charges ou produits opérationnels non courants recouvre essentiellement les résultats de cessions d'actifs financiers, incorporels ou corporels et les éléments majeurs intervenus pendant la période comptable qui sont de nature à fausser la lecture de la performance de l'activité récurrente de l'entreprise. Il s'agit de produits et charges en nombre limité, inhabituels, anormaux ou peu fréquents et de montants significatifs.

6.6.5.18.Coût de financement

Le coût de financement inclut les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des dettes auprès des établissements de crédit ou auprès de tiers et de la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

6.6.5.19.Résultat par action

Le résultat par action non dilué (résultat de base par action) correspond au résultat net part du Groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres auto détenus.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, tels que les obligations convertibles en actions ou les options de souscription et d'achat d'actions.

6.6.5.20.Informations sectorielles

L'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités de SFC ; elle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (la Direction Générale) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

Cette information sectorielle est donc présentée sur la base de l'organisation interne du Groupe qui reflète les différents niveaux de risques et de rentabilité auxquels il est exposé. Elle est organisée selon les secteurs suivants : casinos et holding. Toutefois, et afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe, les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint sont intégrées à 100% comme dans le reporting opérationnel du Groupe, sur lequel s'appuie la Direction pour analyser l'activité, prévoir les investissements et mesurer sa performance.

6.7. Compléments d'information sur le bilan et le compte de résultat

Les informations sont données, sauf indication contraire, en milliers d'euros.

6.7.1. Goodwill

Goodwill (en K€)	31/10/2022	31/10/2021
Valeur d'acquisition à l'ouverture	20 246	20 246
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	0	0
Augmentation	0	0
Diminution	0	0
Transfert vers des actifs non courants et groupe d'actifs à céder détenus en vue de la vente	0	0
Valeur d'acquisition à la clôture	20 246	20 246
Dont :		
Casino de Gruissan	11 214	11 214
Casino de Châtelguyon	7 869	7 869
Casino de Collioure	567	567
Casino de Port la Nouvelle	596	596
Valeur Brute :	20 246	20 246
Casino de Gruissan	7 131	7 131
Casino de Châtelguyon	3 842	3 842
Casino de Collioure	567	567
Casino de Port la Nouvelle	93	93
Dépréciations :	11 633	11 633
Casino de Gruissan	4 083	4 083
Casino de Châtelguyon	4 027	4 027
Casino de Collioure	0	0
Casino de Port la Nouvelle	503	503
Valeur Nette :	8 613	8 613

Conformément à IAS 36, le Groupe a effectué un test de perte de valeur du goodwill à la clôture de l'exercice 2021-2022 (cf note 6.6.2), et compte tenu des résultats du test de perte de valeur, aucune dépréciation n'a été comptabilisée. Pour mémoire, le test effectué sur l'exercice 2019-2020 avait engendré une dépréciation à hauteur de 11 633 K€.

6.7.2. Tests de perte de valeur

Méthode d'élaboration et hypothèses sous-tendant les tests d'impairment à la clôture

Les UGT retenues correspondent aux casinos exploités par le Groupe SFC.

Le test de dépréciation de ces goodwill est réalisé en déterminant pour chaque UGT une valeur d'utilité selon la méthode suivante de calcul des valeurs recouvrables :

- estimation des flux de trésorerie futurs attendus basés sur les plans d'affaires à cinq ans, établis par la Direction de chaque UGT et validés par la Direction du groupe ;
- les flux de trésorerie sont calculés selon la méthode de l'actualisation des flux futurs (EBITDA (résultat opérationnel avant amortissements) +/- variation de BFR - impôt normatif - investissements) ;
- la valeur terminale est calculée sur la base d'une rente à l'infini ;
- l'actualisation des flux de trésorerie se fait sur la base du coût moyen pondéré du capital (« Weight Average Cost of Capital : WACC »), déterminé en fonction des paramètres financiers de rendement et de risque de nature sectorielle sur les marchés dans lesquels évolue l'UGT testée.

- renouvellement des DSP et des autorisations de jeux dans le temps aux conditions actuelles. (Cette hypothèse est basée sur l'historique de renouvellement dans le secteur)

Les paramètres de calcul du WACC retenus par SFC ont été déterminés comme suit :

- taux sans risque : rendement des obligations d'État françaises à 10 ans, moyenne 1 an au 31 octobre 2022 majoré d'une prime de marché action ;
- « bêta » endettés des sociétés comparables : « bêta » observés à la date de calcul du WACC (dans la mesure où le « bêta » est issu d'une régression linéaire sur les deux dernières années, il reflète une sensibilité moyen terme de la valeur des titres d'une société donnée par rapport à l'ensemble du marché) ;
- « spread » de crédit : spread des emprunts privés ;
- taux d'impôt : taux d'imposition des sociétés en France.

Hypothèses retenues pour les Tests 2022

Les hypothèses retenues intègrent d'une part la nouvelle vision du Groupe CASIGRANGI et d'autre part les impacts de la crise sanitaire sur les activités des Casinos. L'objectif étant le retour au plus vite à une activité identique avant la crise sanitaire.

Paramètres de calcul retenus

Le risque lié à la crise sanitaire a été prise en compte au niveau du taux d'actualisation retenue à 8.90% pour les tests au 31 octobre 2022 (contre un taux de 9.70 % au 31 octobre 2021).

Les hypothèses structurantes sont présentées dans le tableau ci-dessous :

2021-2022	GRUISSAN	CHATEL CASINO	PORT LA NOUVELLE	COLLIOURE
Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité
Période de prévisions	2023-2029	2023-2029	2023-2029	2023-2029
Taux d'actualisation	8,90%	8,90%	8,90%	8,90%
Taux de croissance du CA à moyen terme	-4,60%	4,70%	-11,40%	1,50%
Chiffre d'affaires net 2021/2022	5 713 K€	3 587 K€	1 810 K€	2 150 K€
Rentabilité attendue en fin de plan (2024)	17,00%	10,00%	13,90%	16,70%

Les plans d'affaires des participations ont été établis sur la base de la meilleure estimation de la direction des incidences de la situation économique actuelle. Ils tiennent compte notamment d'une rationalisation des coûts relatifs à chaque exploitation ainsi que d'une croissance mesurée du chiffre d'affaires.

Pour rappel, les hypothèses structurantes 2020-2021 étaient les suivantes :

2020-2021	GRUISSAN	CHATEL CASINO	PORT LA NOUVELLE	COLLIOURE
Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité
Période de prévisions	2022-2024	2022-2024	2022-2024	2022-2024
Taux d'actualisation	9,70%	9,70%	9,70%	9,70%
Taux de croissance du CA à moyen terme	2,20%	4,20%	3,20%	1,70%
Chiffre d'affaires net 2021/2022	2 502 K€	1 905 K€	890 K€	1 167 K€
Rentabilité attendue en fin de plan (2024)	24,90%	27,10%	13,60%	15,20%

Test de sensibilité (conformément aux recommandations de l'AMF)

- Test de sensibilité sur le taux d'actualisation :

Evolution du taux d'actualisation	Dépréciation			
	GRUISSAN	CHATEL CASINO	PORT LA NOUVELLE	COLLIOURE
8,40%	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation
8,90%	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation
9,40%	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation

- Test de sensibilité sur l'évolution de la rentabilité :

Evolution du taux d'actualisation	Dépréciation			
	GRUISSAN	CHATEL CASINO	PORT LA NOUVELLE	COLLIOURE
+ 0,5 pt	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation
x	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation
- 0,5 pt	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation

6.7.3. Immobilisations incorporelles

	31/10/2022	31/10/2021
Valeur brute à l'ouverture	140	178
Acquisitions	9	-
Diminutions	-	37
Virement de poste à poste	-	-
Variation de périmètre	-	-
Transfert vers des actifs non courants et groupe d'actifs à céder	-	-
Valeur brute à la clôture	150	141
Amortissements & pertes de valeur à l'ouverture	- 95	- 132
Dotation de l'exercice	2	0
Reprise de l'exercice	-	37
Virement de poste à poste	-	-
Variation de périmètre	-	-
Transfert vers des actifs non courants et groupe d'actifs à céder	-	-
Amortissements & pertes de valeur à la clôture	- 97	- 94
Valeur nette	53	46
<i>Dont :</i>		
<i>Autres</i>	-	-
<i>Casinos</i>	53	46

Les mouvements de l'exercice s'analysent ainsi :

N	31/10/2021	Augment. / Dotation	Diminut. / Reprise	Variation de périmètre	Virement de poste à poste	31/10/2022
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences		9			48	57
Autres immobilisations incorporelles	140				-48	93
Avances et acomptes s/immo. incorp.						0
Valeurs brutes	140	9	0	0	0	150
Amortissements concessions, brevets & droits similaires		-2			-2	-4
Autres immobilisations incorporelles	-95				2	-93
Amort. et pertes de valeurs *	-95	-2	0	0	0	-97
Valeurs nettes	46	8	0	0	0	53
(*) Dont pertes de valeur	-					-

Les mouvements de l'exercice 2020/2021 s'analysent ainsi :

	31/10/2020	Augment. / Dotation	Diminut. / Reprise	Variation de périmètre	Virement de poste à poste	31/10/2021
Autres immobilisations incorporelles	178		-37			140
Valeurs brutes	178	0	-37	0	0	140
Autres immobilisations incorporelles	-132	0	37			-95
Amort. et pertes de valeurs *	-132	0	37	0	0	-95
Valeurs nettes	46	0	0	0	0	46
(*) Dont pertes de valeur	-					-

6.7.4.Immobilisations corporelles

	31/10/2022	31/10/2021
Valeur brute à l'ouverture	23 911	25 658
Acquisitions	1 092	487
Diminutions	-1 276	2 234
Virements de poste à poste	-	-
Variation de périmètre	-	-
Valeur brute à la clôture	23 728	23 911
Amortissements & pertes de valeur à l'ouverture	-18 392	18 613
Dotation de l'exercice	-1 407	1 896
Reprise de l'exercice	1 254	2 131
Virements de poste à poste	-	-
Variation de périmètre	-	-
Amortissements & pertes de valeur à la clôture	-18 545	18 377
Valeur nette	5 182	5 534
Dont :		
Autres	764	913
Casinos	4 418	4 620

Les investissements du poste « installations techniques » ont représenté dans les casinos de Gruissan 229 K€, Port-la-Nouvelle 68 K€, Châtel-Guyon 144 K€ et Collioure 101 K€.

Les investissements du poste « autres immobilisations corporelles » ont représenté dans les casinos de Gruissan 266 K€, Port-la-Nouvelle 59 K€, Châtel-Guyon 61 K€ et Collioure 38 K€.

Les mouvements de l'exercice s'analysent ainsi :

	31/10/2021	Augment. / Dotation	Diminut. / Reprise	Virement de poste à poste	Variation de périmètre	30/04/2022
Terrains	48					48
Constructions	6 737					6 737
Installations techniques	10 375	542	-1 025			9 892
Autres immobilisations corporelles	6 691	499	-251			6 939
Immobilisations en cours	61	51				112
Valeurs brutes	23 911	1 092	-1 276	0	0	23 728
Terrains	0					0
Constructions	-3 243	-180				-3 423
Installations techniques	-9 105	-579	1 025			-8 659
Autres immobilisations corporelles	-6 044	-649	229			-6 463
Amort. et pertes de valeurs *	-18 392	-1 407	1 254	0	0	-18 545
Valeurs nettes	5 519	-315	-22	0	0	5 182
(*) Dont pertes de valeur	-14		3			-12

Les mouvements de l'exercice 2019/2020 s'analysent ainsi :

	31/10/2020	Augment. / Dotation	Diminut. / Reprise	Virement de poste à poste	Variation de périmètre	31/10/2021
Terrains	48					48
Constructions	6 760	-	23			6 737
Installations techniques	11 510	313 -	1 441 -	7		10 375
Autres immobilisations corporelles	7 309	143 -	770	9		6 691
Immobilisations en cours	31	32	-	2		60
Valeurs brutes	25 658	487 -	2 234	-	-	23 911
Terrains	-					-
Constructions	- 3 519 -	576	23	828	-	- 3 243
Installations techniques	- 8 750 -	865	1 338 -	828	-	- 9 105
Autres immobilisations corporelles	- 6 344 -	455	770	-	-	- 6 029
Amort. et pertes de valeurs *	- 18 613 -	1 896	2 131	-	-	- 18 377
Valeurs nettes	7 045 -	1 408 -	103	-	-	5 534
(*) Dont pertes de valeur	-					-

6.7.5. Autres actifs financiers non courants

	Actifs disponibles à la vente		Prêts et créances au coût amorti		Total
	Titres de participation cotés	Titres de participation non cotés	Prêts et créances	Autres actifs financiers	
Valeur brute	0	0	80	63	142
Cumul des pertes de valeur			-80		-80
Valeur nette au 31/10/2021	0	0	0	63	63
Investissements			7	44	50
Cessions, remboursements			-44		-44
Variation de périmètre					0
Augmentation (diminution) provenant des pertes de valeur			80		80
Valeur brute	0	0	42	106	148
Cumul des pertes de valeur			0		0
Valeur nette au 31/10/2022	0	0	42	106	148

La catégorie « prêts et créances au coût amorti » comprend principalement les prêts consentis dans le cadre de l'effort de construction ainsi que les autres actifs financiers (dépôts de garantie).

6.7.6.Stocks et en-cours

Libellé	Clôture			Ouverture		
	Brut	Dépréciat.	Net	Brut	Dépréciat.	Net
Stocks M fournitures et aut. Approvisionne	62		62	58		58
Stocks de marchandises	2		2	2		2
Stocks et en-cours	65		65	60		60

6.7.7.Clients et autres actifs courants

Libellé	Clôture			Ouverture		
	Brut	Dépréciat.	Net	Brut	Dépréciat.	Net
Créances d'exploitation	56	(1)	55	105	(1)	104
Avances et acomptes versés sur commandes	1		1	3		3
Créances sur personnel & org. Sociaux	2		2	29		29
Créances fiscales hors IS	122		122	708		708
Etat Impôt sur les bénéfices				24		24
Autres créances	798		798	713	(2)	711
Charges constatées d'avance	279		279	190		190
Autres actifs courants	1 201		1 201	1 664	(2)	1 662

Les créances clients et autres actifs courants ne portent pas intérêt.

6.7.8.Capital

	Actions	% du Capital	% des Droits de vote
CASIGRANGI	4 135 434	81,21%	81,21%
CIRCUS CASINO France	730 324	14,34%	14,34%
Flottant	226 712	4,45%	4,45%
Au 31/10/2021	5 092 470	100,00%	100,00%
CASIGRANGI	4 135 434	81,21%	81,21%
CIRCUS CASINO France	730 324	14,34%	14,34%
Flottant	226 712	4,45%	4,45%
Au 31/10/2022	5 092 470	100,00%	100,00%

• Autorisations accordées

Par autorisations accordées lors de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 6 juin 2018, le conseil d'administration dispose du pouvoir :

- ✓ d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera par voie d'émission, en France ou à l'étranger, d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tout moyen, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la société ou à des titres de créances ou par l'emploi conjoint de ces procédés régis par les articles L.228-91 et suivants du Code de commerce, étant précisé que la souscription des actions et des autres valeurs mobilières

pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances. Ces valeurs mobilières pourront revêtir la forme de titres subordonnés, à durée déterminée ou non, et pourront être émises soit en euros, soit en devises ou unités monétaires établies par référence à plusieurs devises.

- ✓ dans la limite d'un montant maximal de 15 millions d'euros de nominal, compte non tenu du nominal des titres à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués, conformément à la loi, pour préserver les intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société.
- ✓ d'augmenter, dans les trente jours de la clôture de la souscription lorsque la Société constatera une demande excédentaire, le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription et dans la limite de 15% du montant de l'émission initiale.

6.7.9. Emprunts auprès des établissements de crédit et endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini par le groupe correspond aux dettes financières inscrites au bilan sous les postes « Emprunts auprès des établissements de crédit », à moins et plus d'un an, du Passif actualisé du casino de Collioure dans le cadre de son Plan d'apurement, augmentées des avances consenties par les associés ou sociétés apparentées inscrites en « Emprunts & dettes financières divers », courants comme non courants, diminués du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant à l'actif du bilan.

	31/10/2022	31/10/2021
Emprunts auprès des établissements de crédit à plus d'un an	3 218	4 097
Emprunts & dettes financières divers à plus d'un an	0	0
Passifs échelonnés non courant CECPAS Casino de Collioure	1 095	1 167
Passifs financiers non courants (I)	4 312	5 264
<i>Dont : Échéances à plus d'un an et moins de cinq ans</i>	<i>4 076</i>	<i>4 629</i>
<i>Échéances à plus de cinq ans</i>	<i>237</i>	<i>635</i>
Emprunts auprès des établissements de crédit à moins d'un an	933	610
Intérêts courus sur emprunts	1	1
Banques créditrices	40	89
Passifs échelonnés courant Société Française de Casinos		
Passifs échelonnés courant CECPAS Casino de Collioure	92	96
Emprunts & dettes financières divers à moins d'un an	1 969	2 441
Passifs financiers courants (II)	3 034	3 237
OPCVM		
Disponibilités	5 417	4 863
Trésorerie et équivalents de trésorerie (III)	5 417	4 863
Endettement financier net (I + II - III)	1 930	3 638

La désactualisation du passif de la société Collioure a représenté 95 K€.

La créance de compte courant de la société CASIGRANGI a été classée sous la rubrique « Emprunts & dettes financières divers à moins d'un an » pour un total de 1.97 M€.

- **Emprunts auprès des établissements de crédit**

	31/10/2022	31/10/2021
Prêt Garanti de l'État (1)	1 841	2 005
Dettes relatives aux contrats de locations	2 310	2 702
Total emprunts auprès des établissements de crédits	4 151	4 707

(1) En date du 5 juin 2020, le Groupe SFC a signé un prêt professionnel auprès de la Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes de 2M€ au taux d'intérêt de 0,250% l'an pour faire face aux conséquences économiques et financières de la pandémie du COVID-19. Ce prêt est composé d'une durée de 5 ans avec une première échéance de remboursement de capital la deuxième année avec un TEG 1.41 %.

- **Passif échelonné de la CECPAS Casino de Collioure**

Les informations concernant la nature, la composition et les conditions du passif liées au Plan de continuation de la société CECPAS Casino de Collioure figurent au point 4 des « Faits caractéristiques de la période » des comptes consolidés au 31 octobre 2016 et ci-dessous :

	31/10/2022			
Passif du Casino de Collioure	mai-23	mai-24	mai-25	mai-26
Dettes fiscales et sociales	53	53	53	634
Dettes fournisseurs	30	30	30	361
Dettes bancaires	12	12	12	146
Passif rééchelonné au titre du plan de continuation avant actualisation	95	95	95	1 141
Impact de l'actualisation des flux de trésorerie	-3	-8	-13	-215
Passif rééchelonné au titre du plan de continuation après actualisation	92	87	82	926

- **Emprunts et dettes financières divers à moins d'un an**

	31/10/2022	31/10/2021
CASIGRANGI	1 969	2 362
Avances consentis par les associés ou sociétés apparentées	1 969	2 362
Divers	0	78
Total	1 969	2 441

Les avances consenties par les associés ou les sociétés apparentées portent, pour la plupart d'entre elles, intérêt au taux fiscalement déductible au 31 octobre de chaque année. Elles sont remboursables à moins d'un an.

- **Charges financières**

Les charges financières relatives à ces dettes s'analysent ainsi :

	31/10/2022	31/10/2021
Charges d'intérêts des établissements de crédit et comptes courants	67	57
Charges d'intérêts liées à la désactualisation des passifs	84	76
Charges d'intérêts liées à l'application d'IFRS 16	56	65
Charges d'intérêts des activités poursuivies	207	198

- **Risques de taux et privilèges accordés**

Le Groupe ne pratique pas d'opérations de couverture du risque de taux. De ce fait, l'exposition au risque de taux d'intérêt pour le groupe provient essentiellement de son endettement financier, lequel est majoritairement à taux fixe ou à 0%.

La synthèse des dettes financières en matière de taux et de privilèges est la suivante :

	31/10/2022	31/10/2021
Taux fixe	4 191	4 797
Taux variable	1 969	2 362
Taux 0% (dont passif plan de continuation)	1 187	1 342
Dettes financières	7 347	8 501
Faisant l'objet de garanties (cautions, réserves de propriété)		
Faisant l'objet d'hypothèques et de nantissements		
Sans garanties ni nantissement	7 347	8 501
Dettes financières	7 347	8 501

- **Risque de liquidité**

Les financements de SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS sont essentiellement constitués d'avances consenties par ses actionnaires et leurs sociétés apparentées.

Le 5 juin 2020, le Groupe SFC a contracté auprès de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes un Prêt Garanti de l'État de 2 M€. Au 31 octobre 2022, l'en-cours est de 1.8 M€.

6.7.10. Autres passifs non courants

Ils concernent les subventions d'investissement à plus d'un an amorties en fonction de la réalisation des investissements.

6.7.11. Provisions courantes et non courantes

Les provisions non courantes, non directement liées aux cycles d'exploitation, concernent les éléments suivants :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Autres variations	Changemt de méthode
Avantages postérieurs à l'emploi	366	308	54	-96	40	-57
Provisions pour litiges	44	6	6	-44		
Provisions pour risque financier	375	0		-375		
Provisions non courantes	785	313	60	-514	40	-57
						0
Jackpot progressif	61	63	63	-61		
Provisions pour litiges	30	30				
Autres provisions pour risques	141	57		-84		
Autres provisions pour charges	67	13		-13	-40	
Provisions courantes	298	163	63	-158	-40	0

- Provisions pour litiges**

Les provisions pour litiges couvrent essentiellement le risque encouru par le groupe au titre de contestations portées devant le Conseil de Prud'hommes.

- Avantages postérieurs à l'emploi**

Les avantages postérieurs à l'emploi couverts par des provisions concernent les engagements de retraite du personnel employé en France ainsi que les médailles du travail. Les provisions sont calculées sur la base des hypothèses suivantes :

	31/10/2022		31/10/2021	
Indemnités de Fin de Carrière :	Siège	Casinos	Siège	Casinos
Turn-over	1 % à 2% cadres / 1 % à 2 % ETAM / 6 % à 17 % Employés		1 % cadres / 2 % ETAM / 16 % Employés	
Taux d'actualisation	3,68%	3,68%	0,89%	0,89%
Taux de revalorisation des salaires	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
Taux de charges sociales (moyenne)	40,00%	40,00%	40,00%	40,00%
Age probable de départ des salariés	65 ans	65 ans	65 ans	65 ans
Médailles du travail : (échéance pour obtention)				
20 années d'ancienneté professionnelle toutes branches	N/A	750 €	N/A	750 €
30 années d'ancienneté professionnelle toutes branches	N/A	1 000 €	N/A	1 000 €
35 années d'ancienneté professionnelle toutes branches	N/A	1 500 €	N/A	1 500 €
40 années d'ancienneté professionnelle toutes branches	N/A	1 mois de salaire de base	N/A	1 mois de salaire de base

- Montants reconnus au bilan

	31/10/2022	31/10/2021
Valeur actuelle des obligations à l'ouverture	366	638
Coût des services rendus	-96	-236
Prestations payées	54	3
Actualisation (en autres produits et charges financiers)		
Changement de méthode comptabilisé en capitaux propres	-57	-53
Autres	40	15
Valeur actuelle des obligations à la clôture	308	366
Juste valeur des actifs de couverture à l'ouverture		
Cotisations versées aux régimes		
Prestations payées		
Rendement attendu des actifs du régime		
Pertes (gains) actuariels comptabilisés en autres éléments du résultat global		
Variations de périmètre		
Juste valeur des actifs de couverture à la clôture		
Charges de personnel (coûts des services rendus)	-42	-234
Coût financier		
Rendement attendu des actifs du régime (résultat financier)		
Charges comptabilisées à la clôture	-42	-234

6.7.12. Impôts différés

- Impôts différés comptabilisés

Impôts différés	31/10/2022		31/10/2021	
	Bases	Impôt différé	Bases	Impôt différé
Taux d'imposition		25,00%		26,50%
Provision pour indemnité de retraite	244	61	324	86
IFRS 16	39	10	53	14
Frais d'établissement	1	0	2	0
Participation des salariés	174	43	14	4
Provision pour risques et charges	57	14	57	15
Déficits fiscaux propres à SFC ou du groupe d'IF (1)	386	97	386	102
Déficits fiscaux propres à CECPAS (Collioure) (1)	240	60	323	86
Bases d'impôt différé actif :	1 141	285	1 159	307
Actualisation des dettes liées au plan d'apurement du passif (CECPAS)	-240	-60	-323	-86
Provisions réglementées	-4	0		
Bases d'impôt différé passif :	-244	-60	-323	-86
Impôt différé Actif (Passif) net		225		221
Dont :				
Impôt différé Actif après compensation des groupes intégrés fiscalement		225		221

(1) Les déficits ne sont activés qu'à hauteur des passifs d'impôts différés comptabilisés.

• **Rapprochement entre impôt théorique et impôt effectif**

Libellé	Clôture N
Impôts sur les résultats	(18)
- Impôts différés	(26)
= Charges d'impôt sur les résultats consolidés	(45)
- Impôt théorique au taux de 25 %	322
= Différence d'impôt	(366)

Analyse de cette différence :

	Charges	Produits
Effets des différences permanentes entre les résultats consolidés et résultats imposables	27	
DEFICITS imputés non activés antérieurement		320
DEFICITS exercice non activés		
Crédit d'impôt		90
Impact changement taux d'IS	17	
Autres		
Total	44	410
Différence nette		(366)

6.7.13.Fournisseurs et comptes rattachés

Libellé	31/10/2022	31/10/2021
Dettes fournisseurs	423	566
Fournisseurs, factures non parvenues	408	342
Total Fournisseurs	830	908
<i>Dont :</i>		
<i>Autres</i>	143	122
<i>Casinos</i>	687	787

6.7.14.Dettes fiscales et sociales

	31/10/2022	31/10/2021
Personnel et comptes rattachés (1)	563	609
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	468	372
Dettes sociales :	1 031	980
Opérations particulières avec l'État (2)	895	1 188
État, taxe sur le chiffre d'affaires	8	37
État, autres impôts, taxes et versements assimilés	58	77
État, charges à payer	70	42
Dettes fiscales (hors passifs d'impôts exigibles)	1 031	1 344
Total	2 062	2 325
<i>Dont :</i>		
<i>Autres</i>	40	114
<i>Casinos</i>	2 022	2 211

- (1) Dont 174 K€ (contre 14 K€ au 31/10/2021) au titre de la participation des salariés aux résultats de Casino de Gruissan.
- (2) Il s'agit des sommes dues à l'État au titre des parts prélevées sur le produit brut des jeux du mois précédent.

6.7.15.Autres passifs courants

	31/10/2022	31/10/2021
Subventions à moins d'un an	6	15
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	10	3
Avances et acomptes reçus	30	33
Autres charges à payer	84	18
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
Total	129	70
<i>Dont :</i>		
<i>Autres</i>	10	10
<i>Casinos</i>	119	60

6.7.16. Actifs et passifs financiers

- Classement et méthode de comptabilisation des actifs et passifs financiers**

Catégorie d'instruments financiers	Eléments	Rubrique du bilan IFRS	Evaluation au bilan à la date d'entrée	Evaluation ultérieure	Variation de juste valeur	31/10/2022	31/10/2021
ACTIF							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Néant		Juste valeur	Juste valeur	P&L		
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Autres créances rattachées à des participations		Juste valeur	Coût amorti	N/A	0	0
	Créances clients	Clients				55	104
Prêts et créances	Prêts Autres créances immobilisées Dépôts et cautionnements donnés Autres créances d'exploitation	Autres actifs financiers non courants ou Autres actifs courants	Juste valeur	Coût amorti	N/A	1 350	1 704
Actifs financiers disponibles pour la vente	Titres de participation	Autres actifs financiers non courants	Juste valeur	Juste valeur	KP	0	0
	VMP Disponibilités	Trésorerie et équivalents de				5 417	4 863
PASSIF							
Passifs financiers	Emprunts auprès des établissements de crédit Dépôts et cautionnements reçus Dettes rattachées à des participations Concours bancaires courants Dettes fournisseurs Autres dettes diverses d'exploitation	Emprunts auprès des établissements de crédit ou Emprunts et dettes financières divers (courants et non courants) Fournisseurs ou Autres passifs non courants ou Autres passifs courants ou Dettes fiscales et sociales	Juste valeur	Coût amorti	N/A	4 312 3 034 830 129 2 062	5 264 3 237 908 73 2 325
Passifs financiers évalués au coût amorti	Néant		Coût amorti	Coût amorti	N/A	-	-

- Reclassement ou décomptabilisation**

Néant

- Instruments de garantie**

Néant.

- Instruments financiers composés comprenant de multiples dérivés incorporés**

Société Française de Casinos ne détient pas d'instruments financiers composés classés en passifs financiers.

- Défaillances et inexécutions**

Néant.

- Instruments dérivés**

Néant.

- **Risques liés aux actifs et passifs financiers**

- Risque de crédit : Société Française de Casinos a provisionné des créances impayées pour leur totalité correspondant au risque qu'elle a vis-à-vis d'un tiers. De ce fait, Société Française de Casinos n'encourt pas de risque financier.
- Risque de liquidité : les financements de Société Française de Casinos sont principalement constitués d'avances consenties par ses actionnaires et leurs sociétés apparentées et d'un prêt garanti de l'état. Cf. note 6.6.9 supra.
- Risque de taux : les actifs et les passifs financiers s'analysent comme suit :

	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Passif financier	3 034	4 076	237	7 347
Actif financier (disponibilité)	5 417			5 417
Position nette avant gestion	2 382	-4 076	-237	-1 930
Hors bilan				
Position nette après gestion	2 382	-4 076	-237	-1 930

- Risque de change : Le risque est jugé non significatif au regard des volumes traités en devises.

6.7.17.Produits et charges opérationnels non courants

Les produits opérationnels non courants comprennent la reprise pour risque financier à hauteur de 375 K€.

Les charges opérationnelles non courants ne portent pas intérêt.

6.7.18.Impôt sur les sociétés

- **Intégration fiscale**

Société Française de Casinos et ses filiales détenues à plus de 95% constituent un groupe fiscal intégré. De même, Société des Eaux Minérales et des Établissements Thermaux de Châtel-Guyon et sa filiale directe constituent également un groupe fiscal intégré.

- **Ventilation de l'impôt sur les résultats**

Le produit d'impôts (crédit d'impôts) s'analyse ainsi :

	31/10/2022	31/10/2021
Impôt courant	18	18
Impôts différés	26	-42
(Impôt) crédit d'impôt	45	-25

6.7.19. Résultat par action

(En euros)	31/10/2022	31/10/2021
Résultat net part du groupe	1 706 438	(658 572)
Nombre d'actions pondérées	5 092 470	5 092 470
Nombre moyen d'actions diluées	5 092 470	5 092 470
Résultat net par action	0,34 €	-0,13 €
Résultat net dilué par action	0,34 €	-0,13 €

6.7.20. Engagements hors bilan

- **Dettes garanties par des sûretés réelles**

Néant

- **Engagements donnés**

Néant

- **Engagements reçus**

Néant

- **Créances garanties par des suretés réelles**

Nantissement de la totalité des 16.000 actions du Casino de Capvern au profit de la Société des Eaux Minérales et des Établissements Thermaux de Châtelguyon – SEMCG en garantie du paiement du second versement de 600 K€ dans le cadre de la cession du casino.

6.7.21. Charges de personnel, effectif à la clôture et droit à la formation

Ils ont évolué comme suit :

	31/10/2022	31/10/2021
Traitements et salaires	3 774	2 176
Charges sociales	1 172	829
Avantages postérieurs à l'emploi	-42	-234
Participation des salariés	174	14
Charges de personnel	5 078	2 786
<i>Dont</i>		
<i>Autres</i>	0	339
<i>Casinos</i>	5 078	2 213
Cadres	23	16
Non cadres	116	115
Effectif à la clôture	139	131
<i>Dont</i>		
<i>Autres</i>	-	0
<i>Casinos</i>	139	131

6.7.22. Informations relatives aux parties liées

- Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction**

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés accordées aux membres des organes d'administration et de la direction du groupe, s'établit comme suit :

Libellé	31/10/2022			31/10/2021		
	Rémunérations brutes	Charges sociales	Total	Rémunérations brutes	Charges sociales	Total
Avantages à court terme	-	-	-	34	15	49
Jetons de présence	-	-	-	34	13	47
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	67	28	96

Sur l'exercice 2022, suite au changement de gouvernance, il n'y a plus de rémunération.

- Autres transactions avec les parties liées**

Les transactions avec les parties liées s'apprécient ainsi :

Libellé	31/10/2022			31/10/2021		
	Charges	Produits	Créances / (Dettes)	Charges	Produits	Créances / (Dettes)
Casigrangi Opérations courantes	886	41	(2 093)	643	18	- 2 302
Autres Opérations courantes	1		1			-
Total	886	41	(2 092)	643	18	- 2 302

6.7.23. Honoraires des commissaires aux comptes

Audit au 31 Octobre	JPA				AUDITEM				EXPONENS				EXCO				BDO			
	2022	%	2021	%	2022	%	2021	%	2022	%	2021	%	2022	%	2021	%	2022	%	2021	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés																				
- Emetteur	35	100%	34	100%	35	100%	34	100%		0%		0%		0%		0%		0%		0%
- Filiales intégrées globalement		0%		0%		0%		0%	11	100%	22	100%	40	100%	38	100%	13	100%	13	100%
Sous-total	35	100%	34	100%	35	100%	34	100%	11	100%	22	100%	40	100%	38	100%	13	100%	13	100%
Missions accessoires		0%		0%		0%		0%		0%		0%		0%		0%		0%		0%
- Emetteur		0%		0%		0%		0%		0%		0%		0%		0%		0%		0%
- Filiales intégrées globalement		0%		0%		0%		0%		0%		0%		0%		0%		0%		0%
Sous-total	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Total	35	100%	34	100%	35	100%	34	100%	11	100%	22	100%	40	100%	38	100%	13	100%	13	100%

6.7.24. Identité des sociétés mères consolidant les comptes du groupe

Suite à la prise de participation de CASIGRANGI (société détenue par le groupe GROUPE PHILIPPE GINESTET) au capital de la société SFC, les comptes consolidés du groupe SFC sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe GROUPE PHILIPPE GINESTET. Ce Groupe établit ses comptes consolidés en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France, à savoir, selon le règlement 2020-01 du 9 octobre 2020 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Dénomination sociale Siège Social	Montant capital	% détenu
GROUPE PHILIPPE GINESTET LA BARBIERE 47 300 VILLENEUVE SUR LOT	22 882 597	49%

JPA
7 rue Galilée
75116 PARIS

AUDITEM
4 rue Plumet
75015 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 octobre 2022

SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS

Société Anonyme au capital de 11 763 605,70 Euros
Siège social : 16 Cours Albert 1^{er}
75008 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 octobre 2022

Aux actionnaires de la Société Française de Casinos,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS relatifs à l'exercice clos le 31 octobre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} novembre 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Valorisation des titres de participation

- Risque identifié :

Au 31 octobre 2022, la valeur nette des titres de participation de votre société s'élève à 17.798 M€ sur un total bilan de 19.762 M€. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'inventaire.

Comme indiqué dans le paragraphe « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'inventaire est estimée par la direction sur la base des flux de trésorerie prévisionnels de chaque entreprise.

L'estimation de la valeur d'inventaire de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon les cas à des éléments prévisionnels (perspective de rentabilité) et/ou des éléments stratégiques (synergies attendues, valeur stratégique) de cette activité/entreprise.

Dans ce contexte, et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

- *Notre réponse :*

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'inventaire des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à apprécier si l'estimation de ces valeurs déterminées par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et à :

- obtenir les prévisions de flux de trésorerie établies par la direction pour chacune de ces activités ;
- apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues, notamment en ce qui concerne le taux d'actualisation (WACC) et le taux de croissance ;
- vérifier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe ;
- obtenir une confirmation écrite de la direction sur la fiabilité de ces prévisions.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes :

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société Française de Casinos par votre assemblée générale du 6 Juin 2018 pour JPA et du 25 Juin 2019 pour Auditem.

Au 31 Octobre 2022, Auditem était dans la 4^{ème} année de sa mission et JPA dans la 5^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) N° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris, le 24 février 2023

Les Commissaires aux comptes,

JPA

A black ink signature consisting of a horizontal line with a small vertical stroke in the middle.

Jacques POTDEVIN

AUDITEM

A blue ink signature in a cursive style, starting with a large 'H' and ending with a long horizontal stroke.

Hervé LE ROY

SA SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS

Comptes annuels
Bilan au 31/10/2022

16 COURS ALBERT 1ER

75008 PARIS

SIRET : 39301046700305



IN EXTENSO DONVILLE-LES-BAINS

26, route de Coutances
50350 Donville les Bains

Tél :

Fax :

Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net Au 31/10/2022	Net Au 31/10/2021
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	1 866	390	1 476	1 866
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 800	1 800		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	75 310		75 310	75 310
Constructions	677 790	71 071	606 719	640 608
Installations tech., matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	80 349	67 196	13 153	17 540
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	44 755 779	27 696 531	17 059 248	14 079 715
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts	42 171		42 171	17
Autres immobilisations financières	100		100	100
TOTAL (I)	45 635 165	27 836 988	17 798 177	14 815 157
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	570		570	159 000
Autres	1 184 417		1 184 417	874 900
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	774 690		774 690	165 175
Charges constatées d'avance	3 805		3 805	4 166
TOTAL (II)	1 963 482		1 963 482	1 203 242
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	47 598 647	27 836 988	19 761 659	16 018 399

Bilan Passif

	Net Au 31/10/2022	Net Au 31/10/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel dont versé : 11 763 606	11 763 606	11 763 606
Prime d'émission, de fusion, d'apport	82 184	82 184
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	400 963	400 963
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	-3 707 191	-9 016 506
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	4 622 189	5 309 315
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	13 161 751	8 539 562
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I BIS)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 439 519	1 559 444
Provisions pour charges		
TOTAL (II)	1 439 519	1 559 444
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 840 143	2 005 000
Emprunts et dettes financières diverses	1 928 955	2 389 930
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	135 906	116 538
Dettes fiscales et sociales	89 996	113 648
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 165 389	1 294 277
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (III)	5 160 390	5 919 393
Ecarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I à IV)	19 761 659	16 018 399
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/11/2021 au 31/10/2022			Du 01/11/2020 Au 31/10/2021
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	50 614		50 614	243 246
Chiffre d'affaires Net	50 614		50 614	243 246
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amort., dépréciations, provisions, transferts de charges			51 268	83 023
Autres produits			4 513	2 158
TOTAL (I)			106 395	328 426
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)				
Autres achats et charges externes *			279 838	514 114
Impôts, taxes et versements assimilés			2 503	10 110
Salaires et traitements				262 012
Charges sociales			424	118 867
Dotations aux amortissements sur immobilisations			41 412	50 106
Dotations aux dépréciations des immobilisations				14 276
Dotations aux dépréciations des actifs circulants				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			903	12 683
TOTAL (II)			325 081	982 169
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier			3 359	11 871
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			-218 686	-653 743
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation (3)			493 910	5 815 056
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			6 755 964	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL (V)			7 249 874	5 815 056
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			2 474 693	
Intérêts et charges assimilées (4)			86 941	58 127
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				5 296
TOTAL (VI)			2 561 634	63 424
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			4 688 240	5 751 632
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			4 469 555	5 097 889

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/11/2021 Au 31/10/2022	Du 01/11/2020 Au 31/10/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	6 587	
Sur opérations en capital		34 411
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	119 925	221 854
TOTAL (VII)	126 512	256 265
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	18 000	7 609
Sur opérations en capital	218 234	31 241
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		82 890
TOTAL (VIII)	236 234	121 739
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-109 722	134 526
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-262 356	-76 900
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	7 482 782	6 399 748
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 860 593	1 090 433
BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	4 622 189	5 309 315
<i>(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs</i>	6 587	
<i>(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs</i>		
<i>(3) Dont produits concernant les entités liées</i>	478 952	3 981 483
<i>(4) Dont intérêts concernant les entités liées</i>	64 097	43 142

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/10/2022 dont le total du bilan avant répartition est de 19 761 659 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 4 622 189 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/11/2021 au 31/10/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'entreprise

Holding

Lieu d'exploitation de l'activité de l'Entreprise

16 Cours Albert 1^{er} - 75008 PARIS

Convention d'intégration fiscale

La société a opté, à compter de l'exercice ouvert le 01/11/1996, pour le régime fiscal des groupes (intégration fiscale) prévu aux articles 223A et suivants du CGI.

La société est tête de groupe de l'ensemble intégré fiscalement qui comprend en outre les filiales suivantes :

- SFC - SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS
- CASINO DE GRUISSAN
- CASINO DE PORT LA NOUVELLE
- CECPAS CASINO DE COLLIOURE
- CHATEL CASINO

Intégration fiscale

La Société Française de Casinos est tête du groupe fiscalement intégré SFC composé des casinos de Gruissan, Port la Nouvelle, Collioure et Chatel-Casino. Les conventions d'intégration fiscale signées avec les filiales du groupe fonctionnent selon le principe de neutralité. Chaque filiale du groupe intégré comptabilise sa charge d'impôt au taux de droit commun comme en l'absence d'intégration et s'en acquitte auprès de la société mère, Société Française de Casinos. Les économies d'impôt liées aux déficits (survenus durant l'intégration) sont comptabilisées en résultat dans les comptes de la Société Française de Casinos.

L'impôt du groupe au 31 octobre 2022 s'élève à 0 €.

Le produit issu de l'intégration fiscale a été comptabilisé pour un montant de 334.366 €.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

1) La société CASIGRANGI a pris le contrôle de la SA SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS (SFC) en date du 22/12/2020. CASIGRANGI détient ainsi 81 % de SFC.

2) Suite à la prise de contrôle par la société CASIGRANGI, la société SFC n'emploie plus de salariés.

3) La société 200% Poker, filiale de SFC a été liquidée en avril 2022.

4) Du fait de son activité de prestations de services administratifs, la société est pour l'instant peu affectée par la crise sanitaire en cours.

La société a tout de même mis en place certaines mesures pour sécuriser la trésorerie et celle de ses filiales :

- Obtention au cours de l'exercice clos au 31/10/2020 d'un prêt garanti par l'état à hauteur de 2 000 K€, dont le remboursement s'effectuera sur quatre ans. La première échéance est intervenue au cours de cet exercice.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les frais accessoires non représentatifs d'une valeur vénale sont exclus et portés directement en charges d'exploitation de l'exercice.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de la production de ces immobilisations.

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- Constructions : 20 ans
- Agencements & aménagements des constructions : 10 ans
- Logiciels : 3 ans
- Mobilier de bureau : 10 ans
- Matériel : 2 à 10 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

(en cours de rédaction)

Les immobilisations financières représentent les titres de participations, les créances rattachées à des participations, les malis techniques (selon règlement ANC 2015-06) ainsi que les dépôts et cautionnements. Les titres de participations sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est à dire à leur coût d'acquisition (y compris les frais d'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence pour les immobilisations financières autres que les titres de participation. Les titres de participations sont dépréciés lorsque les événements ou des circonstances indiquent qu'une perte de valeur des titres est susceptible d'être intervenue et qu'il s'agit de changements significatifs défavorables présentant un caractère durable qui affectent les hypothèses ou les objectifs retenus à la date de l'acquisition. Dans ces situations, la Société Française de Casinos mesure la valeur d'utilité d'une participation par référence aux flux de trésorerie futurs actualisés sur la base de taux appropriés et en prenant en compte des éléments, tels que les synergies attendues, ainsi que la valeur stratégique de cette activité / entreprise pour le groupe.

Les hypothèses retenues pour ces tests sont les suivantes :

2020-2021	GRUISSAN	CHATEL CASINO	PORT LA NOUVELLE	COLLIOURE
Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité
Période des prévisions	2023-2029	2023-2029	2023-2029	2023-2029
Taux d'actualisation	8,90 %	8,90 %	8,90 %	8,90 %
Taux de croissance du CA à moyen terme	-4,6 %	4,7 %	-11,4 %	1,50 %
Chiffre d'affaires 2021/2022 (*)				
Rentabilité attendue en fin de plan (2024)	17 %	10 %	13,9 %	16,7 %

(*) se référer à l'annexe "Liste des filiales et participations" - page 19

Sur la base de ces tests, il a été constaté des dotations et reprises sur les dépréciations existantes.

La VNC est présentée en annexe "liste des filiales et participations".

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Consolidation

La Société Française de Casinos, en tant que société mère du groupe SFC, intègre ses filiales dans ses comptes consolidés.

Rémunération des dirigeants

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés accordées aux membres des organes d'administration et de la direction du groupe s'établit comme suit en K€ :

- Exercice clos le 31/10/2022 : 0 €. Sur l'exercice 2021/2022, suite au changement de gouvernance, il n'y a plus de rémunération.

- Exercice clos le 31/10/2021 (N-1) :

Libellé	Rémunérations brutes	Charges sociales	Total
Avantages à court terme	34	15	49
Jetons de présence	34	13	47
Rémunération exceptionnelle	/	/	/
TOTAL	68	28	96

Engagements hors bilan

- Dettes garanties par des sûretés réelles :

La Société Française de Casinos a donné la garantie autonome à première demande au "bailleur" du casino de Gruissan pour le paiement régulier du loyer. Cette garantie vaut pour la durée du bail, sa reconduction tacite ou son renouvellement.

Informations requises par l'article L820-3 du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 83.280 € ht.

Effectif moyen

Catégories de salariés	Effectif	Effectif N-1
Cadres		2
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés		2
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL		4

Commentaire

Il n'y a plus de salariés.

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	5 092 470	2.31000	11 763 606
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	5 092 470	2.31000	11 763 606

Commentaire

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	
Engagements de départ en retraite	
Cautions filiales (voir tableau des filiales et part.)	1 437 896
TOTAL	1 437 896

Commentaire

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
Garantie BPI	1 800 000
TOTAL	1 800 000

Commentaire

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale Siège social	Montant capital	% détenu
GROUPE PHILIPPE GINESTET LA BARBERIE - 47300 VILLENEUVE SUR LOT	22 882 597	60.00

Liste des filiales (plus de 50%) et participations (plus de 10%)

	Capital	Q.P. détenue	Val. brute titres	Prêts avances	Chiffre d'affaires
Filiales	-----	-----	-----	-----	-----
	Capitaux propres	Divid. encaiss.	Val. nette titres	Cautions	Résultat
407654094 SAS CASINO DE PORT LA NOL Place Paul Valéry	400 000	100.00	6 355 745	495 906	1 809 788
11210 PORT-LA-NOUVELLE	-255 016		950 000		33 745
305322042 SAS CASINO DE GRUISSAN BD DE PLANASSE	40 000	100.00	20 581 667	680 756	5 712 712
11430 GRUISSAN	1 145 878	156 948	11 000 000		775 052
382014645 SAS CASINO DE COLLIOURE ESPACE ECONOMIQUE	100 000	100.00	2 582 084		2 150 019
66190 COLLIOURE	249 148	47 004		1 437 896	131 000
391605987 SAS CHATEL CASINO PLACE BROSSON	88 000	100.00	13 418 971		3 586 963
63140 CHATELGUYON	1 202 388	275 000	5 000 000		484 917
395780380 SA SOCIETE DES EAUX MINER/ Les Grands Thermes	116 220	94.00	1 817 311		
63140 CHATEL-GUYON	857 032		109 248		-2 002
Participations	-----	-----	-----	-----	-----
	Capitaux propres	Divid. encaiss.	Val. nette titres	Cautions	Résultat
	-----	-----	-----	-----	-----

Liste des filiales (plus de 50%) et participations (plus de 10%)

	Capital	Q.P. détenue	Val. brute titres	Prêts avances	Chiffre d'affaires
Filiales	-----	-----	-----	-----	-----
	Capitaux propres	Divid. encaiss.	Val. nette titres	Cautions	Résultat
	-----	-----	-----	-----	-----

	Capital	Q.P. détenue	Val. brute titres	Prêts avances	Chiffre d'affaires
Participations	-----	-----	-----	-----	-----
	Capitaux propres	Divid. encaiss.	Val. nette titres	Cautions	Résultat
	-----	-----	-----	-----	-----

Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute en début d'exercice		Augmentations	
			Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement		1 866		
Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 800		
TOTAL		3 666		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains		75 310		
Constructions sur sol propre		677 790		
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.				
Installations techniques, matériel et outillages ind.				
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers		27 892		
Mat. de transport				
Mat. de bureau et info., mobilier		52 457		
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		833 449		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		45 830 522		
Autres titres immobilisés		37 718		
Prêts et autres immobilisations financières		42 271		
TOTAL		45 910 511		
TOTAL GENERAL		46 747 627		
Cadre B	Diminutions		Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévalua. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			1 866	
Autres postes d'immobilisations incorporelles			1 800	
TOTAL			3 666	
Terrains			75 310	
Constructions sur sol propre			677 790	
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const				
Installations techniques, matériel et outillages ind.				
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers			27 892	
Mat. de transport				
Mat. de bureau et info., mobilier			52 457	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			833 449	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		1 074 743	44 755 779	
Autres titres immobilisés		37 718		
Prêts et autres immobilisations financières			42 271	
TOTAL		1 112 461	44 798 049	
TOTAL GENERAL		1 112 461	45 635 165	

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice

	Immobilisations amortissables	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement et développement			390		390
Fonds commercial					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 800			1 800
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		1 800	390		2 190
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions - Sur sol propre		37 182	33 890		71 071
: - Sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel					
Installations générales, agencements et aménagements divers		13 616	2 789		16 405
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier		34 917	4 343		39 261
Emballages récupérables et divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		85 715	41 022		126 737
TOTAL GÉNÉRAL		87 515	41 412		128 927

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Immobilisations amortissables	Dotations				Reprises		Mvt net des amort. à la fin de l'ex.
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'établissement et dvp.							
Fonds commercial							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agencts et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bur. et informat., mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acqui. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ							
TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ							
TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ							
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger av. 01/01/1992					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger apr. 01/01/1992					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Risques et charges					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marché à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions & obligations					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions					
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	1 559 444		119 925		1 439 519
TOTAL II 1 559 444 119 925 1 439 519					
Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Dépréciations					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	14 276		2 746		11 530
Immobilisations titres mis en équivalence					
Immobilisations titres de participations	31 750 807	2 474 693	6 528 969		27 696 531
Immobilisations financières	79 872		79 872		
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients					
Autres provisions pour dépréciation	147 124		147 124		
TOTAL III 31 992 078 2 474 693 6 758 710 27 708 061					
TOTAL GENERAL (I+II+III) 33 551 522 2 474 693 6 878 636 29 147 579					
Dont dotations et reprises : - d'exploitation			2 746		
Dont dotations et reprises : - financières			2 474 693	6 755 964	
Dont dotations et reprises : - exceptionnelles			119 925		
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation					

Etat des créances

	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)	42 171		42 171
Autres immobilisations financières	100		100
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	570	570	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)	847 576	847 576	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	336 842	336 842	
Charges constatées d'avance	3 805	3 805	
TOTAL	1 231 063	1 188 792	42 271
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice	6 587		
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	6 587		
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Etat des dettes

	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabs de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine	1 840 974	496 984	1 343 159	831
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	831	831		
Fournisseurs et comptes rattachés	135 906	135 906		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	32 161	32 161		
Impôts sur les bénéfices	50 380	50 380		
Taxe sur la valeur ajoutée	4 952	4 952		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 503	2 503		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	1 928 125	1 928 125		
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)	1 165 389	1 165 389		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	5 161 220	3 817 231	1 343 159	831

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

164 857

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Variation des capitaux propres

Rubriques	Montant
Capitaux propres N-1 après résultat et avant AGO	8 539 562
Distributions	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	8 539 562
Variations du capital social	
Variation des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variation des subventions d'investissement et des provisions réglementées	
Variation des autres postes	
Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	8 539 562
Variations du capital social	
Variations du compte de l'exploitant	
Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport ...	
Variations des écarts de réévaluation	
Variations des réserves légales, statutaires, contractuelles et autres	
Variations des réserves réglementées	
Variations du report à nouveau	5 309 315
Variations des subventions d'investissement et provisions réglementées	
- Affectations du résultat N-1 en capitaux propres (hors distributions)	-5 309 315
Variations en cours d'exercice	
Capitaux propres à la clôture de l'exercice avant résultat	8 539 562
Résultat de l'exercice	4 622 189
Capitaux propres à la clôture de l'exercice après résultat et avant assemblée annuelle	13 161 751

Commentaire

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/10/2022	31/10/2021
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	518.76	111 166.85
Autres créances	6 721.71	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	7 240.47	111 166.85

Détail des produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/10/2022	31/10/2021
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	518.76	111 166.85
41810000 CLIENTS PROD.NON ENC.FACT	518.76	111 166.85
Autres créances	6 721.71	
40980000 RRR A OBTEN.AVOIR A RECEV	135.00	
46870000 DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	6 586.71	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	7 240.47	111 166.85

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/10/2022	31/10/2021
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	830.54	27 712.95
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	108 750.00	86 149.14
Dettes fiscales et sociales	2 503.12	9 472.60
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 000.00	10 000.00
TOTAL	122 083.66	133 334.69

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/10/2022	31/10/2021
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	830.54	27 712.95
16888000 INTER.COURUS PGE BPAURA	830.54	905.00
45581000 ASSOC.CPTS COUR.INT.COUR		26 807.95
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	108 750.00	86 149.14
40810000 FOURN. FACT.NON PARVENUES	108 750.00	86 149.14
Dettes fiscales et sociales	2 503.12	9 472.60
44860000 CHARGES A PAYER - ETAT	2 503.12	4 450.00
44861900 TAXE APPRENTISSAGE		1 515.96
44862000 FORMATION CONTINUE		2 040.64
44864900 CVAE - CFE		1 466.00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 000.00	10 000.00
46860000 DIVERS CHARGES A PAYER	10 000.00	10 000.00
TOTAL	122 083.66	133 334.69

Produits et charges constatés d'avance

	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/10/2022	31/10/2021
Produits constatés d'avance		
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		
	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/10/2022	31/10/2021
Charges constatées d'avance		
Charges d'exploitation	3 805	4 166
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	3 805	4 166

JPA
7 rue Galilée
75116 PARIS

AUDITEM
4 rue Plumet
7501 PARIS

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 octobre 2022

SOCIETE FRANCAISE DE CASINOS

Société Anonyme au capital de 11 763 605,70 Euros
Siège social : 16 Cours Albert 1er
75008 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 octobre 2022

Aux actionnaires de la Société Française de Casinos,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

I - CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues a cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1. Avec la société CASIGRANGI :

Personne concernée : La société CASIGRANGI, société actionnaire détenant 81,21% du capital de la Société Française de Casinos

Nature et objet : Convention d'assistance

Modalités : Une convention d'assistance en matière de stratégie, gestion, organisation, finance, comptabilité, fiscalité, administration et en matière sociale, publicité et marketing facturée moyennant un montant correspondant au prix de revient supporté par CASIGRANGI majoré d'une marge de 10%.

Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 12 juillet 2022.

Au titre de cette convention, votre société a comptabilisé une charge de 3 600 euros pour l'exercice 2021-2022.

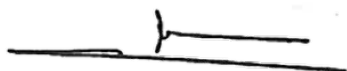
II - CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris, le 24 février 2023,

Les Commissaires aux comptes,

JPA

A black ink signature consisting of a horizontal line with a small vertical stroke and a short horizontal stroke extending to the right.

Jacques POTDEVIN

AUDITEM

A blue ink signature in a cursive style, starting with a large 'H' and ending with a long, sweeping horizontal stroke.

Hervé LE ROY